

Cours de Sociologie Economique

Madame Fatiha TALAHITE

Première partie **Présentation du cours de Sociologie Économique**

1. Objectifs

Dans ce cours, nous aborderons la sociologie économique principalement sous trois angles : d'abord dans une perspective d'histoire de la pensée, nous étudierons les précurseurs (Comte, Tönnies) et les fondateurs (Weber, Durkheim, Simmel, Pareto, Veblen, Polanyi, etc). Nous verrons comment s'est constituée cette discipline à l'interface entre la sociologie, l'économie, l'anthropologie ; comment elle s'est progressivement détachée et a affirmé son autonomie, tout en restant le lieu vers où convergent économistes et sociologues lorsqu'ils se confrontent de manière récurrente sur des questions qui débordent leurs champs disciplinaires respectifs. Nous verrons quelles sont les différentes manières de définir la Sociologie économique et essaierons d'en cerner la méthode et l'objet, tout en reconnaissant que la frontière entre ces différentes disciplines est mouvante, en perpétuelle discussion et redéfinition, mouvement que l'on peut interpréter comme témoignant du dynamisme de la pensée.

Nous envisagerons ensuite la sociologie économique à travers les principaux auteurs qui la constituent. L'étude de ces auteurs et de leurs œuvres se fera en liaison avec celle des principaux courants ou écoles de pensée que nous essaierons d'identifier comme appartenant à la Sociologie économique ou pouvant d'une manière ou d'une autre lui être rattachés (école historique allemande; école de Chicago, institutionnalisme et néo-institutionnalisme, évolutionnisme, régulation, économie des conventions, etc.).

Enfin, une troisième entrée dans le sujet consistera à étudier la Sociologie économique à partir de quelques thèmes et questionnements majeurs (l'argent, la consommation, le marché, le travail..) et d'en présenter la (ou les) théorie(s) de manière synthétique.

2. Méthode de travail

Cours : Le cours contient 4 chapitres. Pour vous aider à organiser votre temps, il est par ailleurs découpé en 13 séances, correspondant à 13 semaines. En effet, il est indispensable de le travailler régulièrement, et pour cela de se fixer des contraintes et un agenda précis de travail. Pour chaque séance, vous devrez travailler en parallèle le cours et les documents et vous aider des autres supports (livres, dictionnaire, internet). Il est recommandé de prendre des notes et de faire des synthèses au fur et à mesure, à la fois comme procédé d'apprentissage et également pour préparer des supports personnels qui vous serviront pour vos révisions avant l'examen. A la fin de chaque séance, un **encadré** vous indique le travail à faire.

Le cours est présenté sous une forme rédigée, mais il n'est nullement exhaustif. C'est une introduction au sujet, qui doit être complétée par un travail personnel : lecture des documents qui accompagnent le cours, recherches personnelles pour approfondir vos connaissances, dossier ou fiche de lecture. Par exemple, parmi les auteurs étudiés au chapitre III, certains

sont présentés dans le cours tandis que d'autres sont à étudier à l'aide de documents seulement. De même, parmi les thèmes traités au chapitre IV, trois sont développés dans le cours (argent, consommation, marché) et les deux autres (travail, *homo oeconomicus*) doivent être étudiés par l'étudiant directement à l'aide des documents, le dernier thème étant conçu comme une synthèse de l'ensemble du cours et des documents. Bien sûr, un choix a été fait parmi les auteurs et les thèmes, car on ne peut pas tout traiter. Le cours privilégie certains auteurs et thèmes moins présents dans les ouvrages de base cités en référence. A la fin du chapitre III, vous trouverez un tableau récapitulatif des principaux auteurs, comprenant une liste plus complète, avec des éléments de leur biographie et de leur œuvre. Vous pourrez éventuellement le compléter à l'aide de vos lectures.

Documents : Le cours est accompagné de documents. Ce sont des extraits de textes, dont une majorité sont des écrits des grands noms de la sociologie économique. Il y a aussi quelques textes à vocation plus pédagogique, destinés à vous faciliter la compréhension d'un auteur dont la pensée est plus difficile d'accès ou n'a pas été exprimée sous forme synthétique. Pour vous guider dans votre lecture et votre compréhension de ces textes, des questions figurent à la fin de chaque document et vous les retrouverez dans l'encadré à la suite de chaque séance, car elles renvoient à des parties différentes du cours. Il faut les préparer consciencieusement, elles vous aideront dans vos révisions et pour répondre aux questions lors des contrôles.

Mots en gras : dans le cours, un certain nombre de termes figurent en gras. Il peut s'agir d'un terme faisant partie du vocabulaire de la Sociologie économique, d'un concept, d'un thème abordé dans le cours, d'un auteur, d'une oeuvre ou d'un évènement important, etc. Cela signifie qu'il faut en connaître la définition précise, la théorie s'il s'agit d'un concept, la vie et l'œuvre s'il s'agit d'un auteur, la date et le contenu s'il s'agit d'une œuvre, etc. Pour constituer ces connaissances, il ne faut pas vous contenter du cours mais utiliser également d'autres sources (références citées en bibliographie éventuellement complétées par d'autres ouvrages, internet..).

Fiche de lecture ou dossier : vous devrez préparer au choix une **fiche de lecture** (synthèse ou résumé) sur un ouvrage que vous choisirez dans une liste que vous trouverez à la suite du cours, ou un **dossier** sur un **thème** que vous choisirez parmi un ensemble de thèmes proposés dans l'encadré à la fin de chaque séance. Pour réaliser le dossier, vous pourrez vous inspirer de la manière dont les thèmes sont traités dans le chapitre III, en utilisant les documents proposés dans ce cours ainsi que d'autres que vous rechercherez. Vous pourrez éventuellement choisir pour la fiche de lecture un ouvrage ne figurant pas dans la liste, ou pour le dossier un thème différent de ceux proposés. Dans tous les cas, il faudra informer le professeur de votre choix et obtenir son accord. La fiche de lecture ou le dossier devront être synthétiques et ne pas excéder une dizaine de pages. Pour le dossier, les textes sur lesquels vous aurez travaillé ne devront pas être reproduits mais seulement cités en bibliographie.

Devoir : vous devrez préparer un devoir écrit à envoyer à l'université à une date qui vous sera précisée, et qui fera l'objet d'une correction détaillée. Ce devoir aura la même forme que l'examen final, et vous servira à le préparer. Il faudra pour cela bien travailler le corrigé qui vous sera envoyée. Vous pourrez également utiliser pour cette préparation les sujets d'examen de l'année précédente, qui figurent en fin de fascicule. Pour vous exercer, une bonne méthode est de faire des simulations d'examen, en vous mettant dans les mêmes conditions (durée, absence de documents).

Références bibliographiques : à la fin de chaque section, des références bibliographiques vous indiquent comment approfondir les thèmes traités dans la section. Par ailleurs, une liste non exhaustive d'ouvrages vous est proposée pour la fiche de lecture. En complément du cours et des documents, il est vivement conseillé d'utiliser un ou deux ouvrages de base, ou, mieux, un ouvrage de base et un dictionnaire. Il n'y a malheureusement pas de véritable manuel pour ce cours, mais il existe quelques ouvrages de synthèse, présentés dans la liste qui suit par ordre de préférence :

Ouvrages de base

Triglia, Carlo (2002), *Sociologie économique*, Paris, Armand Colin, (traduit de l'italien).

Swedberg Richard (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, Desclée de Brouwer. Edition originale, *Current Sociology*, Londres, 1987.

Steiner Philippe (1999, 2005), *La sociologie économique*, Paris, coll. Repères, La Découverte.

Gislain Jean-Jacques et Steiner Philippe (1995), *La sociologie économique, 1890-1920. Durkheim, Pareto, Schumpeter, Simiand, Veblen, Weber*, Paris, PUF.

Levesque B. et al. (2001), *La nouvelle sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer.

Il existe de nombreux dictionnaires d'économie ou de sociologie, et parmi eux certains sont plus orientés sociologie économique, mais il n'y a pas de dictionnaire de sociologie économique à proprement parler. Nous vous proposons un petit dictionnaire qui, outre qu'il est peu coûteux, a l'avantage d'être récent et de couvrir partiellement le champ de la sociologie économique (avec une orientation très critique du paradigme économique) :

Dictionnaire

Laville, Jean-Louis, Cattani, Antonio, David (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, poche.

Enfin, la recherche et la lecture dans les revues et sur les sites internet dédiés à la sociologie économique est un bon exercice et vous sera utile en particulier pour préparer les dossiers thématiques. Vous pouvez trouver des articles de sociologie économique dans de nombreuses revues de sociologie ou d'économie, mais la liste serait trop longue. Parmi les revues françaises ciblant plus précisément la sociologie économique, on peut citer la *Revue du MAUSS* (courant anti-utilitariste) et *L'année de la régulation* (courant de la régulation), devenue récemment *Revue de la régulation*, accessible en ligne.

Deuxième partie : le cours

PLAN GENERAL DU COURS DE SOCIOLOGIE ECONOMIQUE

(13 séances)

I. Introduction (séance 1)

1.1 Définition de la sociologie économique, sa méthode, son objet

1.2 Le mouvement de séparation et d'autonomisation des domaines du savoir

II. la sociologie économique dans une perspective d'histoire de la pensée (3 séances)

2.1 Sociologie classique et première sociologie économique (1890-1920) (séance 2)

2.2 La période intermédiaire (1920-1960) (séance 3)

2.3 La nouvelle sociologie économique (de 1970 à nos jours) (séance 4)

III. Les auteurs, les œuvres (4 séances)

3.1 Weber ; 3.2 Pareto (séance 5)

3.3 Durkheim ; 3.4 Mauss (séance 6)

3.5 Simmel; 3.6 Veblen (séance 7)

3.7 Polanyi, 3.8 Granovetter (séance 8)

IV. Quelques thèmes abordés par la sociologie économique (5 séances)

4.1 L'argent (Séance 9)

4.2 La consommation (Séance 10)

4.3 Le marché, les marchés (Séance 11)

4.4 Le travail (séance 12)

4.5 L'*homo œconomicus* et la rationalité économique (séance 13)

**

PLAN DETAILLE DU COURS DE SOCIOLOGIE ECONOMIQUE

I. Introduction (séance 1)

1.1 Définition de la sociologie économique, sa méthode, son objet

1.1.1 Définition

1.1.2 Méthode et objet

1.2 Le mouvement de séparation et d'autonomisation des domaines du savoir

1.2.1 L'Economie avant la naissance de la Sociologie

1.2.2 Les grandes périodes du développement de la sociologie économique

II. la Sociologie économique dans une perspective d'histoire de la pensée

2.1 Sociologie classique et première sociologie économique (1890-1920) (séance 2)

2.2.1 La Sociologie classique

2.2.2 Bref historique des relations entre économie et histoire

2.2.3 Sociologie naissante et Economie

2.3 La période intermédiaire (1920-1960) (séance 3)

2.3.1 Expansion et unification de la science économique, fragmentation et stagnation de la sociologie économique

2.3.2 Les auteurs et les écoles de la Sociologie économique pendant la période intermédiaire

2.4 La Sociologie économique contemporaine ou la Nouvelle sociologie économique (de 1970 à nos jours) (*séance 4*)

2.4.1 Résurgence de la Sociologie économique

2.4.2 Les écoles contemporaines de la sociologie économique (Etats-Unis, France, Italie)

III. Les auteurs, les oeuvres

3.1 Weber (*séance 5*)

3.2 Pareto (*séance 5*)

3.3 Durkheim (*séance 6*)

3.3.1 La division du travail :

3.3.2 Droit, contrats, institutions

3.3.3 Les conséquences sociales de la division du travail

3.4 Mauss (*séance 6*)

3.5 Simmel (*séance 7*)

3.6 Veblen (*séance 7*)

3.6.1 Institutionnalisme et évolutionnisme

3.6.2 Théorie du capitalisme

3.6.3 La classe de loisir

3.7 Polanyi (*séance 8*)

3.8 Granovetter (*séance 8*)

3.7.1 Les formes d'intégration de l'économie

3.7.2 La grande transformation (1944)

3.7.3 Les marchandises fictives

IV. Quelques thèmes abordés par la sociologie économique

4.1 L'argent (*Séance 9*)

4.1.1 Les économistes et l'argent

4.1.2 Marx et le fétichisme de l'argent

4.1.3 Les sociologues classiques et l'argent (fin 19^e-début 20^e)

4.1.4 Polanyi : l'argent marchandise fictive

4.1.5 L'analyse de Viviana A. Zelizer

4.1.6 Aglietta et Orléan : la monnaie et le sacré

4.2 La consommation (*Séance 10*)

4.2.1 La critique du modèle utilitariste

4.2.2 La critique de la Société de consommation

4.2.3 Sociologie de la consommation et du consumérisme

4.3 Le marché, les marchés (*Séance 11*)

4.3.1 Le marché dans la sociologie économique classique

4.3.2 Efficience et légitimité du marché

4.3.3 Opposition marché/politique

4.3.4 La sociologie des marchés

4.4 Le travail (*séance 12*)

4.5 L'*homo œconomicus* et la rationalité économique (*séance 13*)

COURS DE SOCIOLOGIE ECONOMIQUE

I. Introduction (*séance 1*)

1. 1 Définition de la sociologie économique, sa méthode, son objet

1.1.1 Définitions

La Sociologie économique est une discipline à l'interface entre la Sociologie, l'Economie, l'Anthropologie, l'Histoire. Il est difficile d'en donner une définition précise, car tant son objet que son corpus théorique sont encore en cours d'élaboration. Le propos de ce cours sera d'ailleurs en grande partie, par l'étude du processus de formation de cette discipline, d'essayer d'en dégager les principales caractéristiques. Philippe Steiner définit ainsi son objet : « *La Sociologie économique étudie les faits économiques en les considérant comme des faits sociaux* ». Nous verrons comment, au moment de son émergence, il y avait trois manières de concevoir la Sociologie économique par rapport à l'Economie Politique :

- (1) pour Auguste **Comte**, la SE avait pour vocation de remplacer l'Economie Politique, considérée comme scientifiquement inadéquate ;
- (2) pour Wilfredo **Pareto**, elle devait permettre de complexifier l'approche économique en y ajoutant des dimensions caractéristiques du social ;
- (3) pour Max **Weber** et **Shumpeter**, elle avait vocation à compléter l'Economie Politique notamment par la prise en compte de l'histoire.

Selon Mark **Granovetter**, que l'on peut considérer comme le fondateur de la Nouvelle Sociologie Economique, il y a trois niveaux d'objet dont s'occupe la Sociologie économique :

- (1) L'action économique individuelle : « *action orientée vers la satisfaction des besoins, tels que définis par les individus, en situation de rareté* » (Weber) ;
Les phénomènes situés au-delà de l'action individuelle, dont :
- (2) les résultats économiques (formation de prix stables, de différences de salaires etc..) ;
- (3) les institutions économiques (désignent de plus larges ensembles d'actions et comportent une dimension normative).

1.1.2 Méthode et objet

Du point de vue de la manière dont elles construisent leur objet et dont elles se représentent les phénomènes qu'elles étudient, l'Economie et la Sociologie sont souvent opposées, la première étant renvoyée à l'**individualisme méthodologique** (notamment à travers la figure de l'*homo oeconomicus*), la seconde au **holisme méthodologique** ou organicisme. Selon l'approche individualiste, les phénomènes étudiés sont considérés comme résultant d'actions individuelles, tandis qu'à l'opposé, la démarche holiste fait primer le groupe, la structure, le tout sur les parties.

Mais les choses ne sont pas aussi tranchées et souvent les deux approches ne sont pas nettement distinctes chez un auteur, encore moins dans un courant de pensée ou une discipline. La méthode de Max Weber par exemple est considérée comme individualiste par rapport à celle de Durkheim et plus encore celle de **Mauss**. En économie, le holisme méthodologique domine dans l'école historique ainsi que certains courants dits 'hétérodoxes'. Granovetter (1990) essaie de se situer entre les deux, en définissant ainsi sa méthode : « *mon approche de la sociologie économique repose sur deux propositions sociologiques fondamentales: premièrement, l'action est toujours socialement située et ne peut pas être expliquée en faisant seulement référence aux motifs individuels; deuxièmement, les*

*institutions sociales ne jaillissent pas automatiquement en prenant une forme incontournable, mais sont 'construites socialement' ». En France, le courant des **conventions** essaiera aussi de concilier les deux approches. Mais pour bien comprendre l'enjeu de ce débat et de cette opposition entre deux postures méthodologiques, il faut remonter aux 'disputations' qui avaient lieu dans les universités du moyen âge entre **scolastiques** et **nominalistes** (voir Pribram, 1986).*

Une autre opposition en matière de méthode concerne d'un côté la démarche **inductive** (qui est plutôt celle de l'histoire) et de l'autre la méthode **déductive ou hypothético déductive** qui caractérise l'économie classique et néo-classique en particulier. Où se situe la Sociologie économique entre les deux ? Encore une fois, il est difficile de trancher. Il est vrai que les sociologues reprochent souvent aux économistes l'abstraction et le formalisme de leurs modèles, mais la Sociologie économique, en étudiant des relations de causalité, a aussi recours au raisonnement déductif et à des dispositifs hypothétiques et peut aussi déboucher sur des constructions très abstraites (exemple de *Economy and society*, de Parsons et Smelser, 1956).

1.2 Le mouvement de séparation et d'autonomisation des domaines du savoir

La formation de la pensée moderne se fait dans un mouvement de séparation et d'autonomisation des domaines du savoir (théologie, morale, philosophie, économie, sociologie). Ce mouvement commence dès le moyen âge avec le **nominalisme**. Cette tendance à la spécialisation de la pensée s'accompagne d'un mouvement de séparation et d'autonomisation des sphères dans la société (le politique, l'économique, le social). L'émergence de la sociologie comme discipline au 19^e siècle a été précédée par celle de la théorie politique moderne (**Machiavel**, 16^e siècle ; **Hobbes**, 17^e siècle ; **Montesquieu**, 18^e siècle) et de l'Économie politique (Mercantilistes, 16^e-17^e siècles ; Physiocrates, 2^e moitié du 18^e siècle, premiers classiques, Adam Smith). Cette tendance à la séparation sera remise en cause par l'humaniste Thomas **More** (début du 16^e siècle), les socialistes **Owen** et **Fourier** et les '**pré-sociologues**' (**Saint-Simon**, **Comte**), qui proposent une autre société et une autre économie fondées sur la **solidarité** contre l'**individualisme**, ainsi qu'une conception synthétique et holistique du savoir. Les relations entre la sociologie et l'économie seront marquées par les conditions d'émergence de la sociologie, deux siècles après celle de l'économie.

1.2.1 L'Économie avant la naissance de la Sociologie

Le premier courant économique généralement reconnu comme tel est le **mercantilisme**, aux 16^e-18^e siècles. Les **mercantilistes** étudient les problèmes économiques du point de vue de l'action de l'État. L'Europe sort du féodalisme, les États-nations sont en construction. Les possibilités nouvelles de crédit offertes par l'essor de la finance et son alliance avec l'État ouvrent la voie à une expansion de la puissance économique des nations. L'analyse des phénomènes économiques n'est pas distinguée de la discussion des politiques publiques. La pratique de l'économie politique est destinée à renforcer les États nationaux naissants (Thomas **Munn**; William **Petty**, John **Law**). Les écrits des mercantilistes se présentent sous forme de recueils de données sur des aspects concrets (commerce, taxation) et de conseils pratiques au Prince, ce qui explique pourquoi l'économie s'appelle d'abord Économie politique (le terme est de **Montchrétien**). La démarche est inductive et concrète.

Les Physiocrates : On les appelle 'les économistes'. Leur démarche est plus déductive et

systemique (influence de Descartes). Ils pensent qu'il y a un **ordre social naturel** pouvant être connu par la raison, le '**gouvernement de la nature**', qu'il existe des lois naturelles de la société semblables à celles qui gouvernent le monde physique (par exemple le droit à la propriété). Aussi, si la société s'organise selon ces lois, avec l'aide de la science, le bien-être collectif et individuel augmentera. **Quesnay**, dans son *Tableau économique* représente l'économie comme une machine qui s'auto-régule. En la définissant comme un ensemble de phénomènes qui inter-agissent entre eux, se conditionnent réciproquement selon des lois qui leur sont propres et peuvent être étudiés séparément des autres formes de relations sociales, il apporte une contribution essentielle au fondement de l'économie comme science autonome.

Les classiques : pour Adam **Smith** (1723-1790), dont la principale œuvre économique est *Recherche sur l'origine et les causes de la richesse des nations* (1776), économie et société, marché et institutions restent liés. La recherche de l'intérêt individuel et le fonctionnement du marché ne peuvent favoriser le bien-être collectif que s'ils sont contrôlés par des règles. Dans *La théorie des sentiments moraux*, Smith considère que, contrairement à ce qu'écrit **Mandeville** dans *La fable des abeilles* (1714) les bénéfices publics ne découlent pas de vices privés, mais de la poursuite de l'intérêt individuel sous une forme socialement contrôlée. Il développe l'idée de **Sympathie** comme mécanisme reposant sur l'identification de valeurs partagées avec les autres membres la société. Il décrit un mécanisme d'approbation/désapprobation du comportement, renforcé par des sanctions. L'action humaine est façonnée par la société et les institutions et ne peut s'expliquer par une tendance individuelle naturelle à rechercher l'intérêt personnel comme le concevra pas la suite une conception réductrice de l'économie, sous l'influence de l'**utilitarisme (Bentham, Mill)**. On peut distinguer chez Smith une analyse statique, dans laquelle les institutions sont données et une analyse dynamique dans laquelle les causes de la richesse des nations sont variables (on l'appellerait aujourd'hui développement). Dans la pensée de Smith, les acteurs économiques sont des sujets qui interprètent la situation dans laquelle ils opèrent. Ils poursuivent leur intérêt selon des normes de conduite influencées par le contexte social dans lequel ils agissent. Il y a une variabilité du comportement en fonction des **institutions** (facteurs non économiques). Sauf dans certaines conditions bien définies, le marché ne fonctionne pas systématiquement de manière efficace, pour l'individu comme pour la société. Smith introduit une distinction entre l'analyse 'scientifique' du fonctionnement de l'économie et les propositions de politique économique. Il définit une sphère économique comme système autonome de parties interagissantes. Cette démarche de l'économie politique naissante suscite une réflexion sur les rapports entre économie et société - comment relier ce qui a été séparé?- qui débouchera au 19^e siècle sur la création de la sociologie, laquelle consacra la séparation entre l'économique et le social, en tant que deux objets d'étude distincts. Les premiers sociologues donneront beaucoup importance aux travaux de Smith. L'économiste écossais sera considéré comme un 'maître immortel' par Auguste Comte. Il sera aussi reconnu par **Marx** pour sa tentative de construire une science sociale morale dépassant le cadre de l'Economie Politique du 19^e siècle. Durkheim, dans *La division du travail social*, poursuivre la réflexion engagée par Smith tout en l'orientation dans une autre direction.

Avec **Malthus** et surtout **Ricardo**, l'autonomisation de l'économie se fait plus nette. L'acteur économique qui était encore chez Smith un sujet, poursuivant certes son intérêt, mais interprétant des situations, ayant des sentiments moraux, etc., tend à n'être plus saisi qu'à travers une seule de ses caractéristiques, celle de l'**individu calculateur**, maximisateur de son intérêt personnel. Plus tard, Pareto l'appellera **homo œconomicus**. Les institutions sortent du champ de l'économie. L'analyse économique s'autonomise du contexte institutionnel. La méthode devient plus nettement **hypothético-déductive**. Triglilia parle d'un 'tournant economiciste' entre les 40 ans qui séparent *La richesse des nations* de Smith (1776) d'une

part, et *Principes d'économie politique et de l'impôt* de Ricardo (1817) et *Principes d'économie politique* de Malthus (1820). L'économie devient une 'science funeste' (Carlyle). Mais ce n'est qu'à la fin du 19^e siècle que s'affirmera la division du travail entre Economie et Sociologie. Cette séparation se produira avec la 'révolution marginaliste' qui consacre l'individu maximisateur comme dispositif théorique.

Avec la '**révolution marginaliste**' de Stanley **Jevons** (1871), Carl **Menger** (1871) et Léon **Walras** (1874), la définition de l'économie change: « *comment une population, qui a des besoins et des capacités propres, qui possède certaines terres, peut-elle employer le travail dans le but de maximiser l'utilité du produit?* » (Jevons). La méthode d'analyse s'affirme comme statique, normative, déductive plutôt que descriptive et interprétative. Avec la révolution marginaliste, l'économie néo-classique s'éloigne des questions des classiques, la préoccupation de l'origine de la richesse et de la valeur notamment est remplacée par celle de l'allocation des ressources. Les variables institutionnelles sont exclues du cadre explicatif. Elle devient une science a-historique. L'étude des rapports entre institution et activité économique s'autonomise. Il y a une place pour une nouvelle discipline: la Sociologie économique.

1.2.2 Les grandes périodes du développement de la sociologie économique

On peut distinguer trois grandes périodes du développement de la sociologie économique : la première sociologie économique (1890-1920) ; la période de stagnation et de fragmentation (1920-1960) ; la nouvelle sociologie économique (à partir de 1970).

Travail à faire pour la séance 1 : Introduction

Questions sur les documents :

Document 1 : « Sociologie économique » de Benoît Levesque, extrait de Laville, Cattani (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*.

1. Relever dans le texte les différentes définitions de la sociologie économique
2. Relever tout ce qui concerne les relations entre sociologie et économie
3. à la lecture de ce texte, peut-on dire que la Sociologie économique a un objet bien circonscrit et un corpus théorique unifié ? Justifiez votre réponse.

Thèmes de dossiers :

- Individualisme et holisme méthodologique en économie et en sociologie
- le nominalisme
- méthode inductive et méthode déductive ou hypothético -déductive

Quelques références bibliographiques :

Trigilia (2002), *Sociologie économique*, introduction : qu'est-ce que la sociologie économique ?

Gislain et Steiner (1995), *La sociologie économique, 1890-1920*, chapitre 2.

Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, introduction et I.1.

Pribram (1986), *Les fondements de la pensée économique* (sur le nominalisme et les grands courants de la pensée économique jusqu'aux marginalistes).

II. la sociologie économique dans une perspective d'histoire de la pensée

2.1 Sociologie classique et première sociologie économique : 1890-1920 (*Séance 2*)

2.2.1 La sociologie classique se forme au tournant des 19^e-20^e siècles. Elle se construit sur l'héritage de la pensée évoqué plus haut. Elle naît dans un contexte de '**grande transformation**' (Polanyi). Elle est marquée par une réaction 'anti-économique' face aux prétentions hégémoniques de l'économie néo-classique (années 1870) dont elle attaque les postulats de base. La séparation entre l'économie et la sociologie permet à l'économie de se rapprocher des sciences 'dures'. Elle tend à une plus grande précision analytique, la possibilité de généralisation et de formalisation élevée, avec l'introduction des mathématiques. Dans le même temps, elle s'éloigne de la réalité historico-empirique. Cette orientation suscite des critiques. L'industrialisation progresse en Angleterre et se manifeste sur le continent. L'économie classique est accusée d'être incapable d'expliquer les phénomènes concrets et de proposer des mesures. Ces critiques sont portées essentiellement par deux courants : L'historicisme allemand ; Marx et les marxistes.

2.2.2 Bref historique des relations entre économie et histoire

Ce sont des économistes qui les premiers se sont intéressés aux phénomènes économiques du passé, avant les historiens. Parmi ceux-ci, citons le physiocrate Turgot, avec son *Tableau philosophique des progrès successifs de l'esprit humain* (1750) et les premiers classiques, dont Adam Smith dans *Recherche sur l'origine et les causes de la richesse des nations* (1776). Bien qu'ayant puisé dans l'histoire pour y trouver des arguments économiques, Malthus et Say introduisent une mise à distance de l'histoire. Say déclara vouloir débarrasser l'œuvre de Smith de tout ce qu'il considérait comme un '**fatras historique**' et faire de l'économie une science basée sur des déductions rigoureuses, des faits généraux incontestés (on parlera plus tard de 'faits stylisés'). Mais c'est surtout avec David Ricardo et sa démarche de déduction logique que l'économie est devenue formelle, coupée de toute référence à l'histoire. Parmi les courants qui ont continué à accorder une place centrale à l'histoire, les socialistes (Sismondi, Marx.), l'école historique allemande (List, Hildebrand, Knies, Roscher, **Schmoller**).

Les socialistes : Sismondi, au début du XIX^e siècle, critique l'abstraction de l'économie politique anglaise, lui reproche de devenir une 'science occulte'. Le **matérialisme historique** de Karl Marx (1818-1883) érige l'histoire au statut de méthode. L'histoire est découpée en succession de modes de production dans lesquels l'économie joue le rôle déterminant d'infrastructure. On peut dire que c'est en Allemagne au 19^e siècle que naît l'histoire économique comme discipline. Karl **Marx** a l'ambition de construire un système total prenant en compte à la fois le social, l'économique, l'histoire, et dans lequel tout se tient. Il veut remplacer l'économie classique par une théorie du capitalisme. Pour lui, il existe des lois du développement historique ayant valeur de lois naturelles.

L'école historique allemande (ou Ecole nationale) : L'historicisme allemand fut d'abord le fait d'économistes en rupture avec l'économie ricardienne et sa méthode déductive qu'ils remplacent par la méthode inductive. Les économistes de l'école historique allemande (ou historicisme ou école nationale) critiquent le formalisme et l'universalisme des classiques. Ils considèrent qu'il n'y a pas de lois économiques, qu'on ne peut pas appliquer un modèle unique et que les lois du développement économique doivent être découvertes en étudiant l'histoire de chaque économie nationale. Ils adoptent les méthodes **analogique** et

comparative. Parmi les économistes de l'école historique, **List** fait une périodisation de l'évolution économique à long terme, comme l'avaient tenté Turgot puis Marx. **Schmoller** refuse l'hypothèse marginaliste selon laquelle le comportement économique est fondé sur l'égoïsme du consommateur rationnel. Pour lui, il y a d'autres facteurs dont l'économie doit rendre compte: morale, spiritualité, religion, nationalité, race... Schmoller est attaqué par l'économiste marginaliste Menger dans *Erreurs de l'historicisme* (1884). C'est ce que l'on appellera la '**querelle des méthodes**'. La 'bataille intellectuelle du siècle' entre Schmoller et **Menger** tourne finalement à l'avantage définitif des néo-classiques et de la méthode hypothético-déductive sur la méthode inductive de l'historien. Les économistes de l'Ecole historique allemande mettent l'accent sur les écarts de développement entre nations et les moyens de les combler. Ils sont critiques vis à vis de l'abstraction des schémas théoriques de l'économie classique et opposent à la méthode hypothético-déductive une méthode inductive. Leur démarche est historique: comment les aspects culturels, sociaux, politiques se combinent pour donner des formes spécifiques d'organisation marchande. Ils remettent en cause le libre-échange rigide des classiques. Ils considèrent qu'il y a des **stades** de développement de l'économie résultant de la combinaison de facteurs économiques et institutionnels (F. List, précurseur de l'école historique). On leur a reproché leur indétermination théorique: multiplication des variables, descriptivisme encyclopédique. Ils utilisent des instruments interprétatifs non contrôlables scientifiquement, comme la notion de *Volgeist* ou '**esprit du peuple**', qui est la conviction que la marche de l'économie est fondamentalement influencée par la culture d'ensemble d'une population déterminée. Max Weber, dans *Essai sur la théorie de la science* (1903-1906), critique l'indétermination théorique des historicistes, mettant ainsi fin à la 'querelle des méthodes'. Weber se situe à mi-chemin entre les historicistes et les néo-classiques. Contre les premiers, il affirme que la science économique n'est pas pure spéculation, mais que ses lois ne sont pas des lois naturelles. Ce sont '**types idéaux**' dont la valeur **prédictive** est limitée en raison de leur grande généralité.

2.2.3. Sociologie naissante et Economie

Dans son *Cours de philosophie positive*, Auguste Comte (1830-1842) – souvent considéré comme le fondateur de la Sociologie - attaque l'Economie politique de façon virulente. Il affirme que l'économie n'est pas une science mais une métaphysique. Comte, qui connaissait peu les écrits des économistes, leur reprochait globalement leur méthode abstraite et déductive. Pour lui l'économie ne peut être étudiée indépendamment du reste de la société: dès que l'on quitte le monde des concepts et que l'on observe la réalité, on a affaire à des phénomènes moraux, intellectuels, politiques. Toute étude de la société doit s'appuyer sur des observations empiriques et faire un usage modéré de la méthode déductive. Il reproche aux économistes leur insensibilité aux souffrances des classes laborieuses, leur refus de toute intervention gouvernementale **régulatrice**. La réaction des économistes n'est pas immédiate. En 1865, J.S Mill écrit *Auguste Comte and positivism* où il réfute la critique comtienne. La 'querelle des méthodes' née en Allemagne avait alors atteint l'Angleterre (polémique sur les fondements de l'Economie Politique) puis la France (A. Comte) et les USA. Des économistes (John Elliot Cairnes, Alfred Marshall, John Naville Keynes) réagissent durant l'années 1870 pour défendre leur discipline. Cette réponse met en avant l'argument de neutralité des sciences: on doit juger une science sur des critères scientifiques, non moraux ou politiques. L'Économie Politique n'a aucun remède miracle contre les maux de la société. Elle peut simplement identifier avec précision les causes qui sont à l'origine de ces problèmes, pour autant qu'elles soient économiques. Mais en tant que scientifique, un économiste ne peut donner de conseils pour résoudre un problème concret. S'il le fait, ce n'est plus au nom de la

science. Pour **Marshall**, « *il est vain d'invoquer l'autorité supérieure d'une science sociale unifiée (...), elle n'existe pas et on ne voit aucun signe de son apparition prochaine.* » Autre réaction d'économiste, celle de **J. Naville Keynes** (père de J. Maynard Keynes) qui écrit : « *Comte accusait l'Economie Politique d'être radicalement stérile. Cependant, de quels résultats la sociologie, considérée comme une science dominante, étudiant la vie sociale des hommes dans sa totalité, peut-elle se prévaloir?* » (*The Scope and Method of Political Economy*). Les économistes anglais en sont arrivés à la conclusion que la sociologie était une science inutile. Pour eux, les sociologues pouvaient étudier tout ce qu'ils voulaient sauf l'économie, ce qui a fait dire que la Sociologie économique était devenue la '**Science des restes**' (Swedberg). C'est le début d'une division du travail entre les deux disciplines, qui va dans le sens du mouvement de spécialisation du savoir. Mais c'est seulement dans les années 1890 (Durkheim, Weber) que la sociologie européenne commença sa révolution scientifique. Avant Weber, la Sociologie était une science morale et pratique combinant faits empiriques et jugements de valeur. Sa pratique était liée aux associations de bienfaisance (USA) aux causes morales ou religieuses (chrétiennes) et politiques (socialistes). Il y avait une confusion entre ce qui est et ce qui devrait être, alors que les économistes étaient déjà avancés dans la distinction entre **faits** et **valeurs** (Weber), entre **science** et **art** (Mill).

2.2.4 L'émergence de la sociologie économique (1890-1920)

A la fin du 19^e siècle, la sociologie a le statut de science à part entière (**Weber, Durkheim, Simmel, Pareto**). Weber invente la Sociologie économique : il crée le terme et s'efforce de développer cette discipline. Les premiers auteurs de sociologie économique comme Durkheim, Pareto, Weber sont parmi les fondateurs de la Sociologie classique. Weber et Durkheim font des tentatives afin de développer la Sociologie Economique comme champ particulier de l'analyse sociologique. Des idées sur la Sociologie économique sont déjà contenues dans les œuvres de Simmel, Pareto, **Veblen**.

Parallèlement, la Sociologie économique est alimentée par les économistes du courant historiciste. Avec la 'révolution marginaliste', en effet, l'Ecole historique allemande est obligée de se replier vers l'histoire économique. Certains de ses membres essaient de trouver une alternative à la théorie économique abstraite. Les auteurs qui continuent à accorder une place centrale à l'histoire sont désormais expulsés de l'économie : Weber, qui se considérait lui-même comme économiste mais que l'histoire a surtout reconnu comme un des plus grands sociologues ; **Sombart**, qui qualifia ce qu'il faisait de « sociologie économique ». Ces deux auteurs mettent l'accent sur le rôle de la religion dans l'histoire économique. On décèle chez ces fondateurs trois manières de concevoir la Sociologie économique par rapport à l'Economie Politique :

- (1) elle a pour vocation de remplacer l'Economie Politique, considérée comme scientifiquement inadéquate (idée de Comte) ;
- (2) elle permet de complexifier l'approche économique en y ajoutant des dimensions caractéristiques du social (Pareto) ;
- (3) elle a vocation à compléter l'Economie Politique notamment par la prise en compte de l'histoire (Weber, **Shumpeter**).

Du fait des conditions dans lesquelles elle a émergé, la Sociologie économique naissante accepte l'**autonomie** de la science économique comme science de la nature. Elle lui reconnaît la légitimité et la pertinence pour saisir les lois économiques et admet l'idée que la sociologie ne peut rien apprendre aux économistes sur leur objet. Elle se développe en laissant aux seuls économistes le soin de rendre compte de l'économie et leur accorde l'exclusivité des objets considérés comme spécifiquement économiques, comme le **marché** en particulier. Aux Etats-Unis, cette division est institutionnalisée à la fin du 19^e siècle : les sociologues ont les 'restes'

laissés par les économistes et les politologues (problèmes sociaux, chômage, exclusion, pauvreté..).

Travail à faire pour la séance 2

Sociologie classique et première sociologie économique (1890-1920)

Questions sur les documents :

Document 2 : « Communauté et société selon Tönnies », de Emile Durkheim (1889).

1. quels sont les éléments qui opposent communauté et société chez Tönnies ?
2. cette opposition justifie-t-elle celle entre holisme et individualisme méthodologique ?
3. Quels sont les points d'accord et de désaccord de Durkheim avec Tönnies ? Quel argument logique avance Durkheim dans sa critique?

Document 3 : « Les concepts fondamentaux de la Sociologie » (extraits), de Max Weber (1956), *Economie et société*.

1. Définition et typologie de la 'communalisation' et de la 'sociation' chez Weber. Comparez avec 'Communauté et société' chez Tönnies.
2. Exemples de relations sociale ouvertes et fermées. Distinction entre fermeture vers l'extérieur et vers l'intérieur. Quels sont les motifs de fermeture.

Thèmes : vie et œuvre d'un des auteurs cités parmi les précurseurs : Ferdinand Tönnies ; Werner Sombart ; Franz Oppenheimer ; Auguste Comte ; Wilfredo Pareto.

Références bibliographiques :

Trigilia (2002), *Sociologie économique*, 1^o partie (Les classiques de la sociologie du capitalisme)

Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, I.2 (L'émergence de la sociologie économique, 1890-1920).

Steiner (1999, 2005), I.1 (De l'ancienne à la nouvelle sociologie économique : origine de la sociologie économique).

Gislain et Steiner (1995), *La sociologie économique, 1890-1920. Durkheim, Pareto, Schumpeter, Simiand, Veblen, Weber*.

2.3 La période intermédiaire : 1920-1960 (séance 3)

Dans les années 50, Aux Etats-Unis, le paradigme « Economie et société » centre la Sociologie économique sur les phénomènes sociaux extérieurs à l'économie. En France, l'institutionnalisation de la Sociologie économique est plus tardive et fragile. L'influence du marxisme dans les Sciences sociales à l'Université lui crée un espace (sociologie du travail, sociologie du développement), en retour, elle sera marquée par les débats qui traversent ce courant de pensée. Elle se spécialise sur l'amont et l'aval de l'activité économique (conditions socio-économiques du développement, études d'impact du développement), se fragmente (sociologie industrielle, du travail, du développement, des entreprises..) et perd sa capacité à rendre compte de l'économie comme totalité sociale et à fournir une explication alternative à la science économique.

2.3.1 Expansion et unification de la science économique, fragmentation et stagnation de la sociologie économique

Durant cette période nous appellerons période de stagnation et de fragmentation de la Sociologie économique, la science économique au contraire est en pleine expansion. Elle se dote d'un instrument de vérification empirique de ses théories : l'économétrie. Elle tend à s'unifier sous un seul paradigme et à élargir son champ d'application à des domaines qui lui étaient auparavant extérieurs, ce que certains appelleront l'«impérialisme de l'économie néo-classique». Elle étend le paradigme de la rationalité économique (*homo oeconomicus*) à l'ensemble des comportements humains (famille, politique, etc.), empiétant ainsi sur les domaines de la sociologie économique et remettant en cause le partage des compétences qui s'était opéré entre les deux disciplines. Dans les années 1960, la **théorie du capital humain** (Schultz, Becker) élargit le paradigme de l'individu rationnel à des thèmes sociaux (famille, système éducatif). La Nouvelle Histoire Economique ou **cliométrie** (Fogel, North..) reprend l'histoire économique aux historiens pour l'englober dans le domaine de l'économie néo-classique. Dans ce cadre, les historiens de l'économie sont d'abord économistes, avant d'être historiens. Dans les années 1970, la théorie des choix publics (**Public Choice**) (Buchanan, Tullock..) applique la démarche de l'économie néo-classique aux comportements politiques (élections). La **Théorie de la croissance endogène** récupère le thème du développement, qui avait été abandonné à des courants hétérodoxes (marxistes, post-ricardiens, tiers mondistes) depuis l'avènement des marginalistes. L'école **néo-institutionnaliste** (Coase, Williamson, North) élargit le paradigme néo-classique aux institutions.

2.3.2 Les auteurs et les écoles de la Sociologie économique pendant la période intermédiaire

Paradoxalement, cette période donnera naissance à de **grandes œuvres individuelles** non étroitement spécialisées mais visant au contraire à reconstituer la totalité de ce que le savoir institutionnel avait séparé, dans une vision englobant l'économie, le social, les institutions, l'histoire, l'anthropologie, la culture etc. (**Polanyi, Mauss, Schumpeter, Parsons**). Ces œuvres ne s'inscrivent pas dans des écoles de pensées, elles n'ont pas de liens entre elles. Parmi les principaux auteurs de cette période que l'on peut classer dans la sociologie économique, citons Joseph Schumpeter (Autriche-États-Unis), François **Simiand**, Célestin Bouglé et Maurice **Halbwachs** (France), Karl **Mannheim** (Allemagne).

En Europe : Karl Mannheim, dans *Man and Society in an âge of reconstruction* (1935) traite du « laisser-faire » et de la planification économique. Après l'expérience de la montée du nazisme, le temps du laisser-faire est désormais révolu dans les sociétés occidentales. Si l'on veut éviter d'autres catastrophes semblables au nazisme, une certaine forme de planification est nécessaire. A la fin des années 1930, la sociologie économique avait entamé son déclin en France et en Allemagne. Le fascisme et le nazisme ont provoqué une rupture dans la vie intellectuelle européenne. Nombreux sont ceux qui fuient en Angleterre et aux Etats-Unis. La situation empire au lendemain de la seconde guerre mondiale. Dans les années 1950-60 en Europe la Sociologie économique reste faible. On continua à publier des travaux, mais sans grand intérêt (généralités sur l'opposition sociologie/économie, reprise d'idées anciennes..). Les idées nouvelles viennent d'Amérique. En Allemagne, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les traditions américaines en économie et en sociologie s'implantent. La forte affinité entre sociologie et économie qui existait dans l'école historique allemande disparaît avec l'idée ancienne de sociologie économique. Dans la France de l'après-guerre, la

sociologie économique s'efface derrière les nouveaux champs de la sociologie créés sous l'influence américaine, comme la sociologie du travail, version française de la sociologie industrielle (George Friedman, Alain Touraine, Michel Crozier). La conviction que le développement fait converger les économies vers un seul modèle (thèse de la convergence des sociétés industrielles) fait que dans ces nouveaux champs théoriques on ne s'intéresse pas aux structures économiques. Finalement en Europe, entre 1920-1960, la promesse d'une sociologie économique telle que contenue dans les travaux des auteurs de la génération précédente ne fut pas tenue, malgré un certain nombre de travaux intéressants.

Aux États Unis il n'y a pas eu comme en Europe la volonté de créer une sociologie économique indépendante et les efforts européens en ce sens sont ignorés. Pour obtenir une reconnaissance académique, les sociologues américains ont dû renoncer à étudier certains aspects de l'économie qu'ils laissèrent aux économistes (marchés, formation des prix, décisions d'investissement, etc.). La Sociologie économique américaine avait été obligée de se définir comme « **science des restes** ». Ainsi naîtra le courant « **Économie & Société** », expression traduisant bien la séparation entre l'économie telle que définie par les économistes, et la société. Il traite de la relation entre l'économie et la société (en terme d'effets de l'économie sur la société, d'environnement social de l'économique) et occupe les champs de l'économie délaissés par les économistes (vie dans les usines, formation des métiers, mobilité sociale...). Mais malgré son institutionnalisation, la Sociologie économique reste fragmentée, elle n'a pas de noyau dur (pas d'objet unifié, pas de corpus théorique propre). Entre 1920-1960 apparaissent de nouvelles disciplines sociologiques, couvrant des aspects particuliers de l'économie : sociologie industrielle, sociologie des métiers et professions, théorie de la stratification sociale, sociologie de la consommation, sociologie des affaires... Aucune ne portait sur l'économie comme un tout, chacune évoluait de son côté. La littérature de la sociologie économique ne donnait qu'une image morcelée de l'économie.

Les sociologues de l'**École de Chicago** avaient un intérêt limité pour l'économie et une connaissance superficielle de la littérature économique. Ils rejetaient l'analyse économique et perpétuèrent la tradition de la « science des restes » en évitant les sujets économiques. Ainsi Everett C. Hughes, dans *Mistakes at Work*, écrit : « *dans la division du travail académique, conventionnelle et historique, le travail était un sujet qui appartenait aux économistes* » ; « *Les sociologues doivent demeurer hors des usines puisque les économistes y avaient pénétré les premiers* » ; « *il serait erroné de définir une science d'après les sujets qu'elle traite* » ; « *chaque discipline doit étudier non des institutions spécifiques, mais tous les événements qui peuvent effectivement être analysés selon la logique de cette discipline* ».

Les économistes définissaient leur domaine d'étude de manière restrictive. Certains sociologues de Chicago manifestèrent de l'intérêt pour des thèmes économiques, comme William F. Ogburn (analyse des budgets des ménages, construction des indices des prix, population, croissance économique, niveau de vie, impact social de la technologie...). Il analyse le décalage culturel par une interprétation technologique de l'histoire. Selon la Sociologie de l'invention, qui distingue entre inventions technologiques et invention sociale (Weber), les inventions doivent plus au milieu social qu'au génie d'un individu, la culture est 'mère' de l'invention. Le règne de cette **première école de Chicago** finit milieu des années 30. La fragmentation de la sociologie économique se matérialise par l'apparition de plusieurs disciplines, chacune forçant le trait d'un seul point de vue. De nombreux thèmes de la sociologie économique échappaient à ces champs théoriques.

La science sociale américaine rattrape la sociologie économique européenne : dans les années 50 apparaissent des tentatives pour s'opposer à la « science des restes » et réintroduire l'économie dans le programme de recherche de la sociologie. Elles s'expriment en particulier dans deux ouvrages, l'un de Talcott **Parsons** et Neil **Smelser** (*Economy & Society*), l'autre de

Karl **Polanyi**, Conrad M. Arensberg, Harry W. Pearsons (*Trade and Market in the Early Empires*).

Les chercheurs en sciences sociales avaient été formés dans l'idée que la société et l'économie appartenaient à deux sciences différentes. Parsons-Smelser et Polanyi-Arensberg-Pearsons affirmaient que la science économique était incapable d'expliquer ce qui se passait réellement dans l'économie. En même temps, ils reconnaissaient aux économistes la compétence quant à l'analyse des phénomènes économiques contemporains.

Avec l'ouvrage de Polanyi, Arensberg, Pearsons, *Trade and Market in the Early Empires*, la science sociale américaine rattrapait la sociologie économique européenne, laquelle avait dans les années 60 perdu beaucoup de sa vitalité. Polanyi et Pearsons entrèrent en rébellion contre le courant économie & société mais lui restèrent attachés. Pour Polanyi, « *l'économie doit être considérée comme un processus fondamentalement social. (...) L'économie humaine se trouve insérée et prise dans des institutions économiques et non économiques (...). Il est nécessaire de définir un nouveau concept de l'économie utilisable dans toutes les sciences sociales. (...) Il faut dépasser la définition formelle de l'économie centrée sur le marché et la remplacer par une définition substantive insistant sur le fait que les hommes dépendent de la nature et de leurs semblables pour leurs moyens de subsistance* » (Polanyi, « *The Economy is an Instituted Process* » in *Trade and Market in the Early Empires*). Il propose d'analyser l'échange, la monnaie, le marché, comme des formes d'intégration qui donnent à l'économie son unité et sa stabilité, et d'élargir l'analyse aux concepts de réciprocité et de redistribution. Son ambition est de développer une méthodologie s'appliquant tant aux sociétés contemporaines que pré-industrielles. Constatant que les concepts 'formels' de l'économie ne s'appliquent qu'au développement de l'Europe occidentale et des Etats-Unis des deux derniers siècles et ne peuvent être utilisées pour analyser les économies non modernes, il veut élargir son analyse pour qu'elle s'applique aussi aux autres économies ainsi qu'au passé.

Notons que l'opposition entre **formalisme** et **substantivisme**, qui fut également reprise par Weber, renvoie à un débat en anthropologie. Parsons et Smelser dans *Economy & Society* appliquent à l'économie la théorie du système social de Parsons. Avec cet ouvrage, deux étapes importantes sont franchies dans la constitution d'une sociologie économique : l'économie est définie comme un système social distinct subordonné à l'ensemble de la société ; c'est le premier ouvrage de sociologie moderne qui fait un effort pour introduire la littérature économique la plus récente (**Keynes**, Domar, Samuelson). Parsons considérait les analyses des économistes comme fondamentalement correctes (en particulier les *Lectures* de Marshall).

Travail à faire pour la séance 3 : La période intermédiaire (1920-1960)

Questions sur les documents

Document 4 : « François Simiand », extrait de Karl Pribram (1986), *Les Fondements de la pensée économique*.

1. Comment Simiand définit-il la sociologie économique ?
2. Quelle est la méthode de Simiand ?

Document 5 : « Champ et méthode » (extraits), introduction de Schumpeter (1954), *Histoire de l'analyse économique*.

1. Relevez dans ce texte les définitions de la sociologie économique et de l'économie ?
2. Comment Schumpeter différencie-t-il leurs domaines respectifs ?
3. Comment analyse-t-il la relation entre la Sociologie économique et l'économie ?

Document 6 : « Trois façons simples de compliquer le discours de l'économie politique » (extraits), de Hirschman (1986), *Vers une économie politique élargie*, ch4.

1. Quelles sont les critiques faites par Hirschman aux économistes ?
Que propose-t-il pour élargir le discours de l'EP ?

Thèmes de dossiers : L'école de Chicago ; François Simiand ; Célestin Bouglé ; Maurice Halbwachs ; Karl Mannheim ; Karl Marx ; Schumpeter ; Parsons.

Références bibliographiques :

Trigilia (2002), *Sociologie économique*, 1^e partie (Les classiques de la sociologie du capitalisme)

Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, I.3 (la sociologie économique européenne : les années 1920-1960) ; I.4 (L'approche « économie et société » de la sociologie américaine).

2.4 La Nouvelle Sociologie Economique, de 1970 à nos jours (séance 4)

2.4.1 Résurgence de la Sociologie économique

A la fin des années 1970 on assiste à une résurgence de la Sociologie économique. Elle s'attaque désormais à l'objet même de la science économique et adopte une démarche de critique, déconstruction et reconstruction de ce qui constitue l'économie. Elle renoue avec la théorie sociale des sociologues classiques (Marx, Weber, Durkheim) qui définissait les pratiques économiques comme partie prenante de la totalité sociale. On se souvient en effet que pour Weber et Durkheim la Sociologie économique proposait une autre analyse de l'économie que celle des néo-classiques. Marx de son côté disait faire la « **critique de l'Economie Politique** ».

Deux causes sont principalement à l'origine de cette résurgence : la réaction à l'impérialisme de l'économie néo-classique et les mutations économiques et politiques décisives ont lieu au milieu des années 70. Les réactions critiques aux assauts de l'économie néo-classique viennent des sociologues mais aussi des économistes. Les sociologues réagissent aux empiètements sur leurs différents domaines. En économie, des courants **hétérodoxes** critiquent la théorie néo-classique, tandis qu'à l'intérieur même de l'**orthodoxie**

se développe une réflexion sur les limites du paradigme néo-classique. Les mutations économiques et politiques du milieu des années 70 provoquent un renouveau de la réflexion sur les pratiques économiques : fin de la **régulation fordiste**, autonomisation des marchés financiers internationaux, mondialisation et crise de l'**Etat-nation**. Marxisme et keynésianisme perdent leur légitimité et en partie leur pertinence pour rendre compte du développement économique. Tandis qu'en économie s'opère un retour aux doctrines des économistes libéraux (**Hayek, Friedman**), le '**grand marché**' décrit par Polanyi se concrétise, ce qui renforce l'intérêt pour son œuvre. On assiste à un renouveau de la réflexion sur les pratiques économiques, ce qui suscite une relecture des fondateurs de la sociologie économique qui, dans des conditions similaires de crise (grande dépression des années 1873-1896) avaient compris les limites de l'Economie Politique classique et néo-classique et proposé de nouvelles perspectives théoriques. Cette dynamique permet un dépassement des sociologies spécialisées. D'une posture d'abord essentiellement critique, on passe à un retour de l'histoire et du sujet.

Deux auteurs exercent une influence particulière : Polanyi avec son concept d'encastrement (**embeddedness**) de l'économique dans le social, et **Granovetter**, qui reprend la notion d'encastrement pour analyser les réseaux de l'économie contemporaine. Granovetter fait une interprétation critique de Polanyi : « *mon approche de la sociologie économique repose sur deux propositions sociologiques fondamentales: premièrement, l'action est toujours socialement située et ne peut pas être expliquée en faisant seulement référence aux motifs individuels; deuxièmement, les institutions sociales ne jaillissent pas automatiquement en prenant une forme incontournable, mais sont 'construites socialement'* » (Granovetter, 1990).

2.4.2 Les écoles contemporaines de la sociologie économique (Etats-Unis, France, Italie)

A. La Nouvelle Sociologie Économique de langue française

Le MAUSS : Mouvement **Anti-Utilitariste** dans les Sciences Sociales. Créé en 1980 par Alain Caillé. Critique les fondements de l'économisme et de l'**utilitarisme**. Propose des réformes sociales à partir d'une reconnaissance de la **socialité primaire (don)** et **secondaire** (le politique). La naissance de ce mouvement est marquée par la publication d'un Manifeste (*Critique de la raison utilitaire*, Caillé 1989), d'un Bulletin puis d'une revue : La Revue du MAUSS. Il critique la sociologie utilitariste de **Crozier, Boudon, Bourdieu** et place l'analyse du don de **Marcel Mauss** comme fondement à l'établissement d'un nouveau paradigme en sociologie.

L'école de la régulation : Ce courant de pensée en économie, dont on peut situer l'acte de naissance avec la publication de l'ouvrage d'Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme* (1976), est devenu une composante majeure du champ académique français et a aussi acquis une notoriété à l'échelle mondiale. Marquée par l'influence du marxisme et du keynésienne, mais également par le projet de produire une nouvelle théorie économique globale, sa démarche est surtout macro-économique, systémique, holiste. Il analyse les '**formes institutionnelles**' et les '**régimes d'accumulation**' correspondant à différents '**modes de régulation**'. Cinq formes institutionnelles sont définies : **monnaie, rapport salarial, type de concurrence, Etat, relations internationales**. Un dispositif théorique construit à partir du cas du **fordisme** sur la notion de '**compromis institutionnalisé**' a été ensuite étendu à d'autres modes de régulation. La théorie de la régulation englobe les espaces locaux, régionaux et sectoriels de la régulation et, à l'instar de l'économie néo-classique, elle a élargi son domaine à celui de la Sociologie.

L'économie des conventions : ce courant de pensée académique en Economie et en Sociologie, connu surtout en France, se caractérise par son individualisme méthodologique et son approche micro-économique. Son émergence se situe avec la publication en 1987 de l'ouvrage de Boltanski, Thévenot, *Les économies de la grandeur*, puis en 1989, d'un numéro spécial de la Revue économique, *L'économie des grandeurs et des conventions*. Le défi et la difficulté majeure pour ce courant, qui reste marginal à l'université, est d'avoir dès le départ voulu associer Sociologie et Economie. Il place les **conventions** au cœur de l'activité économique. Une large partie de la littérature va être consacrée à la définition de la convention, au centre d'interminables controverses, preuve pour certains de la fragilité de la théorie. Pour résumer, on peut dire que la convention est l'**institution abordée sous l'angle de l'individu**. En ce sens, la démarche se rapproche de celle du courant **néo-institutionnaliste** en économie. Mais les 'conventionnalistes' veulent combiner approches individualiste et holiste, partir des comportements individuels tout en y retrouvant le tout de l'économique et du social. L'économie des conventions reprend une question posée par les néo-institutionnalistes en économie - comment émergent les **règles** et les institutions, sont-elles **exogènes** ou **endogènes** au mécanisme de marché ? – pour y répondre différemment, en élargissant le cadre de l'analyse économique aux conventions. Elle définit une pluralité des registres d'action s'exerçant à travers la diversité des grandeurs et des conventions.

L'économie sociale, l'économie solidaire ou l'économie plurielle (Perret, Roustang, Laville..) : on inclue dans ce courant différents mouvements aux diverses dénominations, qui se proposent de repenser le rapport entre le social et l'économie en commençant par redéfinir l'économie en l'élargissant aux activités non marchandes et non monétaires. Leur champ de recherche porte sur les services de proximité, le mouvement associatif, l'entreprise sociale, le développement local. Ce courant de pensée appuie une action pour la reconnaissance de l'économique solidaire.

Ajoutons enfin des **auteurs individuels** dont la pensée porte sur l'objet de la sociologie économique, comme Pierre Bourdieu (1930-2002), André Gorz (1923, 2007), Jean Baudrillard (1929-2007), Cornelius Castoriadis (1922, 1997), Guy Debord (1931-1994).

B. La Nouvelles Sociologie Économique de langue anglaise

La New Economic Sociology : courant critique du paradigme «Economie et société». S'organise autour de trois concepts : le marché, les réseaux, la culture. La NSE s'intéresse à la construction sociale du marché et des institutions économiques selon trois types d'approches : (1) analyse des réseaux (Mark Granovetter, *Economic Action and Social Structure: the Problem of Embeddedness*, 1985); (2) Sociologie culturelle (**Zelizer**, Di Maggio); (3) théorie des organisations.

L'institutionnalisme anglo-saxon : Hodgson, *Economics and Institutions. A Manifesto for a Modern Institutionnal Economics* (1988), fait la critique du néo-institutionnalisme et opère un retour à l'ancien institutionnalisme américain de Veblen (*La théorie de la classe des loisirs*) et de John Rogers **Commons**, marqué par l'évolutionnisme. Ce courant est d'ailleurs aussi appelé courant **évolutionnariste**. L'objectif n'est pas de produire un modèle général mais plutôt des analyses spécifiques et historiquement situées. Parmi les concepts utilisés, les notions d'**institutions**, **habitudes**, **règles**, **évolution**.

La *Political Economy* comparée (voir Trigilia, ch.8).

Travail à faire pour la séance 4 La Nouvelle Sociologie Economique (1970 à nos jours)

Questions sur les documents

Document 7 : « Les institutions économiques comme constructions sociales », de Granovetter, extrait de Orléan (1994) *Analyse économique des conventions*.

1. Relevez dans ce texte les éléments décrivant le projet de sociologie économique de Granovetter.
2. Pourquoi Granovetter dit-il que conceptions sur et sous-socialisées se rejoignent ?
3. Relevez dans ce texte les éléments de définition de l'encastrement selon Granovetter.

Document 8 : « Economie des conventions » de Gilles L. Bourque, extrait de Laville, Cattani (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*.

1. quel est le programme de recherche de l'économie des conventions ?
2. Quelle différence y a-t-il entre économie de la grandeur et économie des conventions ?
3. Relevez dans le texte une définition de la convention

Thèmes de dossiers :

Commons ; Bourdieu ou un autre des auteurs cités dans ce chapitre (sa vie et son œuvre, sa théorie de sociologie économique) ; L'économie des conventions ; l'école de la régulation ; le courant évolutionniste en économie, l'institutionnalisme ; le néo-institutionnalisme ; la *Political Economy* comparée.

Références bibliographiques :

Triglia (2002), *Sociologie économique*, 2^e partie (La Sociologie économique contemporaine).
Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, II (Vers une nouvelle sociologie économique : les années 1960- ?)
Steiner (1999, 2005), *La sociologie économique*, I.4 (De l'ancienne à la nouvelle sociologie économique. La nouvelle sociologie économique).

III. les auteurs, les œuvres (4 séances)

(séance 5 : Weber, Pareto)

3.1 Max Weber (1864-1920)

Weber étudie les conditions culturelles et institutionnelles ayant favorisé l'éclosion du capitalisme occidental. Sa recherche sur les origines du capitalisme devient recherche sur les origines de la **rationalisation** occidentale. Il appelle '**capitalisme moderne**' la forme d'organisation économique qui permet la satisfaction des besoins à travers des entreprises privées produisant des **biens** pour le marché sur la base d'un **calcul de rentabilité** du capital à investir (attentes de profit) et employant une force de travail salariée formellement libre. Trois éléments distinguent le capitalisme moderne des autres types de capitalisme ayant existé en Occident, au Moyen Orient et en Asie ainsi que des formes d'organisation économiques non capitalistes :

- (1) la satisfaction des besoins par le biais du marché ;

(2) la rationalisation du calcul (comptabilité, séparation juridique entre l'entreprise et le patrimoine familial de l'entrepreneur) ;

(3) l'organisation rationnelle du **travail salarié formellement libre**.

Pour Weber, la recherche du profit, et avec elle le calcul de rentabilité du capital, n'est pas un élément propre au capitalisme. Ce qui distingue le capitalisme moderne, c'est que la recherche du profit se fait à travers un **calcul systématique et rationnel**, dans la sphère de la production pour le marché, avec une forme de travail salarié. Les **formes traditionnelles de capitalisme** se manifestent dans le commerce des biens et dans le crédit - en particulier avec les étrangers - quand elles sont orientées par les opportunités de profit offertes par le marché (opportunités économiques) ou par les opportunités politiques. À l'exception du commerce et du crédit, ces formes sont surtout politiques : usage de la force, ressources garanties par l'Etat. Il définit l'**action entrepreneuriale** comme la conduite orientée de manière autonome sur la base du calcul du capital. Elle vise à accroître le pouvoir de disposition de l'entrepreneur sur certains biens ou renvoie au désir d'acquisition qui se réalise par la recherche de profit et le calcul du capital. Mais l'**orientation acquisitive** peut dépendre de la possibilité d'achat sur le marché ou être de nature politique.

Weber distingue **entrepreneurialité économique** et **entrepreneurialité politique**. Il définit deux concepts de capitalisme, l'un **extensif**, qui englobe les formes traditionnelles et modernes ; l'autre, **limité**, désigne les formes économiques commerciales, créancières et industrielles. Le **capitalisme industriel**, trait distinctif du capitalisme moderne, est une forme d'organisation économique qui exploite les opportunités de profit déterminées par le marché des biens et localisées non seulement dans la sphère de la circulation (capitalisme commercial et financier) mais aussi dans celle de la production. Pour éclairer la spécificité du développement occidental par rapport aux autres capitalismes (**aventurier, guerrier, politique, commercial**), Weber procède à une étude historique comparée. Il établit un lien entre forme de capitalisme et éthique religieuse et étudie l'**éthique économique du protestantisme** ainsi que celles des autres religions universelles (confucianisme et taoïsme, hindouisme et bouddhisme, judaïsme antique, christianisme, islam). Selon lui, dès le 5^e siècle, il se produisit un phénomène qu'il nomme '**désenchantement du monde**', lié à l'émergence des religions mondiales dans les grands **empires bureaucratiques** (Chine, Inde) et les micro-Etats (Grèce, Palestine). Mais pour que les **besoins** soient satisfaits pas le capitalisme, il faut des conditions particulières. Ces conditions de possibilité de satisfaction des besoins par le capitalisme, Weber les conçoit essentiellement comme des **conditions de possibilité du calcul rationnel** ; elles définissent un '**idéal-type**' :

(1) l'appropriation des moyens de production par l'entrepreneur, à travers la propriété privée ;

(2) la liberté de marché, qui permet le calcul du rendement ;

(3) l'existence d'une force de travail formellement libre, pour permettre le calcul du coût du travail ;

(4) une technologie rationnelle, nécessaire également pour le calcul des coûts ;

(5) la **commercialisation** (ou **marchandisation**) de l'économie ;

(6) l'existence du **droit** rationnel (Etat et ordre juridique).

Weber veut montrer que les conditions culturelles et institutionnelles qui ont permis l'émergence du capitalisme moderne sont typiquement occidentales : l'influence d'une éthique économique d'origine religieuse sur l'entrepreneurialité ; la ville occidentale ; l'Etat rationnel ; la science rationnelle. S'il y eut des facteurs complémentaires - guerre, conquêtes coloniales, afflux de métaux précieux, demande de biens de luxe de la Cour, position géographique - ils ne furent pas décisifs. Pour Weber, le capitalisme moderne est un phénomène occidental, son émergence est liée en particulier à l'éthique protestante.

3.2 Wilfredo Pareto (voir documents)

Travail à faire pour la séance 5 : Weber-Pareto

Questions sur les documents :

Document 9 : « Les catégories sociologiques fondamentales de l'économie » (extraits), de Max Weber (1956), *Economie et société*.

1. Relevez dans le texte les définitions des concepts de 'valeur' et d' 'utilité' en relevant bien toutes les nuances et distinctions opérées par Weber.
2. Quelles sont les différents types d'activités économiques décrits par Weber ?
3. Quel rôle Weber attribue-t-il au calcul rationnel ?

Document 10 : « Principes généraux », Wilfredo Pareto (1906), *Manuel d'Economie politique*.

1. Décrivez la méthode de Pareto.
2. Comment Pareto définit-il Economie et Sociologie.
3. Quelle est la définition de l'homo oeconomicus selon Pareto ?

Thème : Pareto

Références bibliographiques :

Steiner (1999, 2005), *La sociologie économique*, I.1 et I.3 (Pareto, Weber).

Trigilia (2002), *Sociologie économique*, ch.3 (capitalisme et civilisation occidentale : Max Weber) ;

Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, I.2 (Weber, Pareto).

Gislain et Steiner (1995), *La sociologie économique, 1890-1920. Durkheim, Pareto, Schumpeter, Simiand, Veblen, Weber*.

(séance 6 : Durkheim, Mauss)

3.3 Émile Durkheim (1858-1917)

Au début de sa carrière scientifique, Durkheim se rapproche de l'école historique allemande. Dans *La science positive de la morale en Allemagne*, (1887), il soutient que l'on ne peut étudier les phénomènes économiques indépendamment du contexte historique. Il considère que le comportement économique est déterminé par des **normes** et des **règles morales** qui changent avec la transformation société. Dans l'étude d'un **fait social**, il faut donc prendre en considération l'interaction entre **facteurs institutionnels** et **développement économique**. Durkheim reconnaît aux économistes d'avoir établi que la société comme la nature est régie par des lois devant être étudiées avec une méthode scientifique, et qu'en ce sens ils ont préparé le terrain à la sociologie. Mais il critique leur **individualisme utilitariste** selon lequel la société est constituée par un ensemble d'individus entrant dans des relations volontairement choisies exclusivement guidées par la recherche de l'intérêt personnel. Il leur reproche d'avoir fait des liens contractuels le paradigme des rapports sociaux et des institutions le fruit d'un accord entre sujets motivés par la poursuite rationnelle de leurs intérêts.

3.3.1 La division du travail : « *La vie économique n'est pas née de la vie individuelle, au contraire, la seconde est née de la première* », écrit Durkheim dans *La division du travail social* (1893). Il pense que l'individualisme est un phénomène récent et graduel et que la prégnance de la société est toujours visible dans chaque individu, à travers par exemple l'éducation. Pour lui, une société fondée sur une forte différenciation des activités et des rôles ne peut se passer d'institutions non contractuelles, de règles morales partagées. Durkheim s'oppose aux économistes et à certains sociologues (comme **Spencer**) qui expliquent la division du travail par le fait qu'elle accroît les avantages individuels et augmente le bien-être. Il argue que ces avantages ne peuvent être anticipés, y compris par les individus. Les économistes, dit-il, considèrent les effets d'un système social comme les causes qui l'ont produit. Par ailleurs il est mitigé sur les avantages de la division du travail, car avec elle émergent de nouveaux problèmes, de nouveaux besoins, de nouveaux motifs d'infélicité (voir par exemple son étude sur *Le suicide*). Il explique l'origine de la division du travail par le type de société, défini selon la distribution de la population, la quantité et la qualité des rapports sociaux. La poussée démographique entraîne une plus grande '**densité matérielle**' et affaiblit le caractère **segmentaire** et isolé des communautés. On assiste au développement des villes et des voies de communication. La lutte accrue pour l'existence contraint les individus à se spécialiser pour survivre dans les nouvelles conditions. Dans *Les règles de la méthode sociologique* (1895), Durkheim insiste sur une autre cause de la division du travail, l'intensification des rapports sociaux, qu'il nomme '**densité morale**'. La division du travail est une pression de la société sur les individus. La différenciation sociale marque le passage d'un idéal-type de « '**société simple**' (collectivités segmentaires, cas des sociétés primitives) à un idéal-type de '**société supérieure**'. Le sens de dépendance réciproque entre des sujets spécialisés, ou '**solidarité organique**', est stimulé par la division du travail. Le poids de la conscience collective s'affaiblit, elle n'indique plus que des valeurs de fond et laisse plus de latitude aux choix personnels. C'est ainsi que Durkheim explique le développement de l'individualisme. T. Parsons (1937) a critiqué le '**biologisme**' de la théorie de Durkheim (sa manière de faire de la démographie le moteur de la division du travail, sa définition de la solidarité organique en analogie avec les fonctions de l'organisme) ainsi que son '**évolutionnisme unilinéaire**' (selon lequel la division du travail est issue de la lutte pour la vie).

3.3.2 Droit, contrats, institutions

Durkheim adresse une autre critique aux économistes libéraux : là où l'individualisme s'est affirmé historiquement comme critère moral de l'action, il n'y a pas eu diminution des règles sociales. Certes, les relations contractuelles croissent (Spencer), mais les 'relations non contractuelles', régulées par des institutions de nature juridique ou morale comme la famille, se renforcent. L'intervention de l'Etat ne se limite pas à la justice et à la guerre (santé, éducation, transports...). Les institutions, les normes, sont nécessaires aux relations contractuelles : « *tout n'est pas contractuel dans le contrat* », écrit-il. Il appelle '**droit restitutif**', à l'exemple du **droit civil**, les sanctions dont la finalité est la réparation, la défense d'intérêts juridiquement protégés. Le **droit contractuel** garantit l'efficacité des contrats et les fait respecter, il établit les limites générales à l'intérieur desquelles les sujets peuvent faire des choix autonomes. Mais l'efficacité des contrats dépend aussi d'**éléments non contractuels** (coutumes, normes morales) : « *là où l'intérêt règne seul, puisque rien n'intervient pour réfréner les égoïsmes qui s'affrontent, chacun se trouve face à l'autre sur le pied de guerre* ». Pour que l'**ordre social** puisse exister, il est nécessaire de contenir les intérêts individuels, il faut des institutions fortes. Les institutions pour Durkheim n'ont pas une origine contractuelle, elles ne résultent pas d'un accord entre individus décidant de

poursuivre leurs intérêts et se donnant des règles pour les protéger, mais elles proviennent de '**moments d'effervescence**' de la société, moments où l'interaction entre les hommes est plus intense et où intérêts individuels et égoïsmes personnels se dissolvent et s'annulent dans de fortes identités collectives. « *C'est dans les moments d'effervescence de ce genre (..) que se sont constitués, de tout temps, les grands idéaux sur lesquels reposent les civilisations* » : Renaissance, vie religieuse du Moyen âge, Réforme protestante, Révolution française, mouvements sociaux du 19^e siècle. Les idéaux qui se dégagent de ces mouvements temporaires d'enthousiasme collectif sont à la base des institutions sociales et des élaborations normatives.

3.3.3 Les conséquences sociales de la division du travail

Tout en reconnaissant l'existence de tensions et conflits sociaux (*Le suicide*, 1897), Durkheim est optimiste quant à la capacité des sociétés à forte division du travail à générer de la solidarité. Il appelle **anomie** la situation de carence de normes qui se produit dans une société si la division du travail croît plus vite que les règles institutionnelles. Les règles sont alors inadaptées, ce qui entraîne coercition, gaspillage, carence de solidarité, comme dans les entreprises modernes avec la spécialisation élevée des tâches individuelles et l'absence de coordination entre fonctions spécialisées. Le fort développement de l'activité économique est la principale source d'anomie. Il y a deux formes typiques d'anomie : les crises industrielles et l'opposition capital/travail. Les crises économiques sont engendrées par l'écart entre production et consommation, offre et demande, surproduction et sous-consommation. Le rééquilibrage est obtenu au prix d'une déstabilisation continue et prolongée des relations sociales : faillites, chômage, coûts sociaux. La diffusion de l'emploi industriel s'est d'abord faite sans réglementation juridique adéquate des relations de travail, sans protection appropriée des travailleurs contre les aléas du marché. A l'intérieur de l'usine, la division du travail tend à la parcellisation des tâches, la routinisation, la déqualification du travail. Le travailleur devient « *un engrenage inerte animé par une force extérieure qui se meut toujours dans le même sens et de la même façon* ». Durkheim voit là une contradiction avec les idéaux d'enrichissement et de perfectionnement individuel à la base de la société moderne, le culte de l'individu qui prescrit que « *chacun soit destiné à la fonction qu'il peut remplir le mieux, et reçoive la juste rémunération pour ses prestations* ». Mais cela est également contradictoire avec les règles héritées du passé. On est en présence de formes de **division coercitive du travail**, imposée plutôt que choisie. Il est alors nécessaire d'établir de nouvelles normes garantissant « *l'égalité absolue des conditions externes de lutte* ». Les gratifications doivent correspondre à l'utilité effective du service rendu. Durkheim aborde le problème de la **valeur** et de sa mesure, cher aux économistes. La valeur d'échange coïncide-t-elle avec la '**valeur sociale**' qui en découle, s'interroge-t-il. La valeur assignée aux différentes activités productives par la théorie marginaliste peut-être altérée par l'influence de 'facteurs anormaux', dit-il. Il ne conteste pas la théorie économique sur ce point mais signale que les échanges de marché, même sous la forme de contrats librement et volontairement souscrits, peuvent cacher un déséquilibre de pouvoir entre les contractants, conduisant à un décalage entre rétribution et **utilité sociale effective**. Il prend l'exemple du marché du travail : « *si une classe de la société est obligée, pour vivre, de faire accepter à un prix quelconque ses services, alors qu'une autre peut s'en passer grâce aux ressources dont elle dispose et qui toutefois ne sont pas nécessairement dues à une supériorité sociale, la deuxième impose injustement sa loi à la première* ». Cette injustice est responsable d'une violence minant la **légitimité des contrats**. Pour que les contrats soient **justes**, il faut que « *les contractants soient dans des conditions externes égales* ». Les « *conditions morales de l'échange* », négligées par économistes, nécessitent une régulation du marché ne se limitant pas à poursuite

des fraudes et assurer le respect des contrats, mais agissant efficacement contre les déséquilibres. « *Le rôle des sociétés plus avancées est donc (...) une œuvre de justice* ». « *Introduire une équité toujours plus grande dans les rapports sociaux pour assurer le libre déploiement de toutes les forces socialement utiles* ». Durkheim ne parle pas de capitalisme (terme inventé par Sombart et repris par Marx) mais de division du travail comme substrat de la société moderne. Sa critique du capitalisme libéral (régulation de marché) n'est pas économique mais sociale. Il propose des tribunaux pour résoudre les conflits du travail, le renforcement des **corporations**, des institutions publiques obligatoires organisées hiérarchiquement sur le territoire. Il assigne aux institutions le rôle d'assurer des fonctions économiques, d'assistance sociale, de formation technique et professionnelle, des activités culturelles et récréatives, de stimuler la formation des liens moraux entre sujets impliqués dans des activités déterminées, de promouvoir activement la solidarité organique.

3.4 Marcel Mauss (1872-1950)

Neveu de Durkheim, Mauss est aussi son disciple. Il participe à la revue *L'année sociologique*. En 1925 il fonde l'Institut d'ethnologie et participe avec Jaurès à la création du journal *l'Humanité*. Son approche est holiste. A partir du concept de '**fait social**' de Durkheim, il forge celui de '**fait social total**', mêlant les dimensions économique, religieuse, juridique... Son approche est physiologique, psychologique, sociologique. Ses principaux ouvrages sont : *Esquisse d'une théorie générale de la magie* (1902) ; *Essai sur le don* (1924); *Sociologie et anthropologie* (1950) ; *La sociologie : objet et méthode* (1901).

C'est dans *Essai sur le don* (1924), considéré par Levi-Strauss comme le « *chef d'œuvre de Mauss, son ouvrage le plus justement célèbre* », qu'il forge la notion de '**fait social total**', expliquant que « *après avoir forcément un peu trop divisé et abstrait, il faut que les sociologues s'efforcent de recomposer le tout* » car « *l'unité du tout est encore plus réelle que chacune des parties* ». Pour Mauss, l'**échange** est un phénomène premier, le dénominateur commun d'un grand nombre d'activités sociales en apparence hétérogènes. Dans l'économie de l'**échange-don**, l'échange se décompose en **trois obligations** : obligation de donner, obligation de recevoir, obligation de rendre. Ces trois obligations représentent la **signification sociale du don**. « *Heureusement, écrit-il, tout n'est pas encore classé exclusivement en termes d'achat et de vente. Les choses ont encore une valeur de sentiment. Nous n'avons pas qu'une morale de marchands* ». Il préconise de revenir au fondement constant du droit en « *ajoutant d'autres droits au droit brutal de la vente et du paiement des services* ». Il conçoit ce retour au droit comme un retour « *à de l'archaïque, à des éléments, au principe même de la vie sociale* ». En ce sens, les faits d'ethnologie sont pour lui le moyen d'analyser les faits économiques les plus généraux et de déboucher sur des conclusions de sociologie économique et d'économie politique. Il s'oppose aux économistes qui veulent fonder l'utilitarisme dans la nature humaine. Pour lui au contraire, l'économie de l'échange-don n'entre pas dans les cadres de l'économie soi-disant naturelle de l'utilitarisme. Mauss englobe dans sa théorie l'histoire de toute l'humanité. Il montre que la **richesse** y est moyen de prestige et de pouvoir autant que chose d'utilité. Dans les morales anciennes les plus épicuriennes, c'est le bien et le plaisir qu'on recherche, non la matérielle utilité. Des notions comme l'**intérêt** - mot récent dont l'origine vient de la technique comptable – et l'individu, sont issues de la victoire du rationalisme et du mercantilisme. Ce sont nos sociétés d'Occident qui ont très récemment fait de l'homme un animal économique. La démarche de Mauss est caractéristique du holisme méthodologique : il englobe dans une même approche les faits de l'histoire, de l'ethnologie, de l'économie et de la sociologie et aborde ces faits comme des faits sociaux totaux, qui mettent en branle la totalité de la société et ses institutions, des phénomènes à la fois

juridiques, économiques, religieux. « *C'est en considérant le tout ensemble que nous avons pu percevoir l'essentiel* » écrit-il. L'essentiel étant pour lui à la fois l'universel et la réalité. Pour Mauss, le principe et la fin de la sociologie est d'apercevoir le groupe entier et son comportement tout entier. Ses conclusions mêlent sociologie générale et morale, description et prescription. Il considère que dans l'histoire les sociétés ont progressé dans la mesure où elles ont su stabiliser leurs rapports, donner, recevoir et enfin rendre. Pour commercer, il fallut d'abord poser les lances, et c'est seulement ensuite que les gens ont su se créer et se satisfaire mutuellement des intérêts, les défendre sans avoir recours aux armes. Dans notre monde dit civilisé, les classes et les nations et aussi les individus *doivent* savoir s'opposer sans se massacrer et se donner sans se sacrifier les uns aux autres, tout comme le clan, la tribu, les peuples, ont su le faire.

Travail à faire pour la séance 6 : Durkheim-Mauss

Questions sur les documents :

Document 11 : « Introduction » (extraits), d'Emile Durkheim (1902), *Sur la division du travail social*.

1. Dans sa manière de décrire la division du travail, comment Durkheim se positionne-t-il par rapport aux économistes ?
2. Comment définit-il la Division du Travail social ?
3. Chez Durkheim, la division du travail est-elle une loi de la nature ou une règle morale ? Comment différencie-t-il entre les deux ?

Document 12 : « Conclusion » (extraits), de Marcel Mauss (1950), *Essai sur le don*.

1. Comment Mauss oppose-t-il prestige et utilité, don et intérêt ?
2. Relevez ce que dit Mauss à propos de l'*homo oeconomicus*.
3. Relevez ce qui caractérise la méthode de Mauss, en particulier la notion de 'fait social total'.

Thèmes : Simiand ; l'utilitarisme ; l'anti-utilitarisme ; l'anthropologie économique.

Références :

Steiner (1999, 2005), *La sociologie économique*, I. I (Durkheim).
Steiner (1998), *La sociologie de Durkheim*, Paris, La Découverte, collection « Repères ».
Steiner (2004), *L'école durkheimienne et l'économie. Religion, sociologie et connaissance*.
Triglia (2002), *Sociologie économique*, ch.4 (Durkheim)
Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, I.2 (Durkheim).
Gislain et Steiner (1995), *La sociologie économique, 1890-1920. Durkheim, Pareto, Schumpeter, Simiand, Veblen, Weber*.

(Séance 7 : Simmel, Veblen)

3.5 Georg Simmel (voir documents)

3.6 Thorstein Veblen (1857-1929)

3.6.1 Institutionnalisme et évolutionnisme

Dans ses articles dans le *Quarterly Journal of Economics* (1898-1899), Veblen critique la vision de la théorie économique traditionnelle d'une nature humaine définie en termes généraux et a-historiques, comme individualiste, passive, substantiellement inerte et invariablement donnée, d'un homme calculateur des plaisirs et peines, faisceau de désirs. Il introduit dans son analyse les traditions, les *us* et coutumes, les modèles de comportement institutionnalisés. Veblen définit l'**instinct laborieux** de l'*homo faber* comme la disposition à entreprendre, à développer de nouvelles activités. La variabilité de l'action est liée au changement historique qui modifie à la fois les institutions et les comportements individuels. Les institutions canalisent, façonnent le comportement. Les habitudes mentales sont des modèles de comportement partagés et approuvés. L'approche de Veblen est holiste dans le sens où il place les institutions et non l'individu au centre de son analyse. Ce sont les institutions qui évoluent et s'adaptent aux changements de l'environnement. Il pense que l'économie traditionnelle, analytique, normative et déductive, qui raisonne en analogie avec la physique, en termes d'équilibre et de mécanismes de stabilisation de l'économie, est éloignée de la compréhension des dynamiques réelles. Pour rendre compte des grands changements, Veblen pense qu'il faut plutôt s'inspirer de la biologie. Cependant, l'évolutionnisme de Veblen est critique envers le **darwinisme social** à la mode aux USA. La **sélection** des institutions ne comporte pas mécaniquement le renforcement des plus efficaces. Veblen refuse l'idée d'une évolution unilinéaire qui conduirait à la convergence institutionnelle : *«La vie de l'homme en société, comme celle des autres espèces, est une lutte pour l'existence, par conséquent un processus d'adaptation sélectif. L'évolutionnisme de la structure sociale a été un processus de sélection naturelle des institutions. Le progrès qui s'est opéré et qui est en train de s'opérer dans les institutions humaines et dans le caractère humain admet très certainement une sélection naturelle, des habitudes mentales plus appropriées à un processus forcé d'adaptation des individus à un environnement qui s'est progressivement modifié avec la croissance de la société et avec les institutions instables sous lesquelles les hommes ont vécu »*.

Veblen considère la science et la technique comme les moteurs du changement, elles déterminent un potentiel de **mutation** du processus productif qui se répercute sur les institutions culturelles, sociales, politiques. Les **institutions héritées du passé** résistent par la force de l'**inertie**, de l'**habitude**. Elles sont défendues par les groupes sociaux qui étaient privilégiés dans l'ancien ordre. L'**ajustement** se fait à la longue, il n'est pas connu a priori et il n'y a pas de phase finale à la mutation. Les groupes sociaux moins exposés aux connaissances et techniques modernes entrent en conflit avec ceux qui sont plus impliqués dans la production et ont une vision plus rationnelle. Mais, pour Veblen le conflit de classe n'est pas comme chez Marx moteur de l'histoire. Il mettra au contraire l'accent sur la capacité d'**intégration** des classes subalternes, notamment les migrants, attirés par le modèle des classes aisées (*Théorie de la classe de loisir*).

3.6.2 Théorie du capitalisme

Veblen est critique vis à vis du capitalisme du fait des coûts élevés qu'il engendre, par l'utilisation inefficace des ressources liée à une carence de **rationalité substantielle** (Weber). Il s'oppose à l'idée que le progrès technologique impulserait une convergence vers un modèle institutionnel unique plus efficace, et pense au contraire qu'il existe des parcours de développement différents, une variété des trajectoires industrielles correspondant à des combinaisons variables entre technologies et institutions, débouchant sur des **équilibres multiples**. Il distingue la **voie 'spontanée'** anglo-saxonne (GB, USA) des **voies 'organisées'** (Allemagne, Japon, Italie). En Grande Bretagne, l'insularité et l'implication moindre dans les

guerres continentales ont favorisé le développement, lequel a provoqué des changements graduels des institutions qui ont fini par freiner la croissance. Ainsi, la Grande Bretagne a payé le prix d'avoir été à l'origine de la Révolution industrielle. Aux Etats-Unis, une combinaison avantageuse entre technologie moderne et institutions traditionnelles a permis d'exploiter des formes de solidarité de groupe. Les technologies modernes ont été implantées, mais sans les institutions qui s'étaient développées avec elles en Grande Bretagne et qui avaient fini par freiner l'exploitation de la technologie, le bien-être social, l'adaptation à la croissance. Les coûts sociaux du capitalisme sont liés au **retard institutionnel**, au décalage entre ajustement des institutions d'une part, et progrès des connaissances et de la technique, d'autre part.

Dans la première phase du capitalisme, la poursuite de l'intérêt individuel et l'amélioration du bien être collectif se font à travers le **système de l'industrie mécanique**, où l'entrepreneur est à la fois propriétaire et capitaliste et les entreprises sont de taille réduite, comme dans le cas de l'Angleterre de la deuxième moitié du 18e siècle. Le cadre institutionnel du capitalisme libéral sur lequel repose la théorie économique n'est valable que pour cette période historique qui se referme fin 19^e, dit Veblen. Puis l'avènement de nouvelles techniques permet des économies d'échelle liées à la production de masse. Dans cette deuxième phase de **capitalisme de marché**, il y a une perte de **bien être collectif** par rapport aux potentialités offertes par la technique et la science. Veblen parle d'un divorce entre les fonctions économique-financières de **direction-organisation** des entreprises et celles de **propriété-gestion** des firmes. Les capitaines d'industrie qui gèrent les investissements sont intéressés aux profits financiers et se comportent comme des propriétaires absentéistes tandis que ce sont les managers, ou ingénieurs de la production ou de l'efficacité, qui ont les connaissances techniques et organisationnelles liées aux nouvelles méthodes productives. La recherche du profit ne conduit plus au bien-être collectif. Spéculation, crises, dépressions, chômage, peuvent entraver en retour le progrès technologique. Les monopoles, les ententes formelles et informelles (cartels, trusts) aboutissent à la « *suppression consciencieuse de l'efficacité, la restriction de la production et de l'emploi, l'augmentation des coûts de vente* » (distribution, publicité).

3.6.3 La classe de loisir

Veblen constate que le courage, l'esprit guerrier des époques précédentes ont été de nos jours remplacés par la **consommation ostentatoire**, qui apporte prestige, honneur, distinction sociale, mais n'encourage pas nécessairement la production. Avec la hausse des revenus, qui dépassent désormais le seuil de subsistance, la consommation est devenue un moyen de prestige, surtout dans grandes villes, elle pousse à l'intégration consumériste des classes inférieures. Ce gaspillage ostentatoire cause une perte de bien-être collectif. Les consommateurs ne cherchent pas à satisfaire rationnellement leurs préférences, leurs besoins, indépendamment des autres, au contraire, leur comportement est influencé par l'interdépendance sociale, ils visent à dépasser les autres. Cette dépense non nécessaire d'énergie oriente les ressources vers des biens et des activités superflus, futiles. Pour expliquer ces comportements, Veblen oppose au calcul rationnel le modèle de l'**émulation sociale**. Les institutions du capitalisme de marché ont un coût social, elles sont un frein au bien-être collectif par rapport aux opportunités du développement technique. Cette contradiction doit être dépassée par l'**adaptation des institutions**. Mais Veblen ne décèle pas ce changement de son temps, il constate que conflit social n'est pas le moteur de l'innovation institutionnelle. Il ne compte pas sur le mouvement ouvrier américain. Dans ses derniers travaux, contemporains de la révolution soviétique, il voit dans les ingénieurs des

protagonistes possibles du changement, susceptibles de promouvoir un usage planifié et rationnel des ressources. Cette intuition annonce la classe des managers.

Travail à faire pour la séance 7 : Simmel-Veblen

Questions sur les documents:

Document 13 : « La 'Philosophie de l'argent' de Simmel », Carlo Trigilia, (2002), *Sociologie économique*.

1. Comment Simmel définit-il la sociologie ?
2. Quel est le rôle de l'histoire dans la pensée de Simmel ?
3. Quelle analyse Simmel fait-il du socialisme ?

Document 14 : « Les aspects pécuniaires du niveau de vie », Veblen (1899), *Théorie de la classe de loisir*, ch.V.

1. relevez les passages où Veblen se démarque des économistes.
2. Relevez les éléments d'approche individualiste et holiste.
3. Relevez les utilisations des concepts de 'classe', de 'race' (ou d' 'ethnie') et d' 'individu'.

Thèmes : Simmel ; Sombart

Références :

Trigilia (2002), *Sociologie économique*, ch.2 et (Simmel, Veblen)

Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, I.2 (Simmel, Veblen).

Gislain et Steiner (1995), *La sociologie économique, 1890-1920*. Durkheim, Pareto, Schumpeter, Simiand, Veblen, Weber.

(Séance 8 : Polanyi ; Granovetter)

3.7 Karl Polanyi (1886-1964)

Polanyi pense que l'action économique n'est pas compréhensible en termes individualistes car elle est influencée par les institutions sociales : « *l'homme est un être social, non économique. Plus que de sauvegarder son intérêt individuel pour acquérir des possessions matérielles, il aspire au consentement social, au statut social* ». Privilégiant une vision holiste, il s'appuie sur l'ethnologie (**Malinowski**, *Argonauts of the Western Pacific*, 1922 ; Thurnwad, *Economics in Primitive Communities*, 1933) pour montrer que la motivation du gain n'est pas naturelle et que des obligations partagées déterminent le comportement individuel. Ce n'est qu'au cours des siècles derniers, dit-il, quand l'économie a commencée à être régulée par le marché, que la poursuite du profit est devenue importante. Il considère qu'il est impossible de formuler des lois économiques générales car l'activité économique, en tant que **production-distribution-échange** de biens, est régulée par des institutions qui se modifient historiquement (*Primitive, Archaic and Modern Economies*, 1968).

3.7.1 Les formes d'intégration de l'économie

Polanyi définit trois principes fondamentaux de régulation, ou 'formes d'intégration' de l'économie :

(1) la **réciprocité** est l'échange de biens et services selon des modalités fixés par des normes sociales partagées, lesquelles sont fondées sur des institutions qui les soutiennent et qui sanctionnent ceux qui ne les respectent pas (famille, parenté). Ce principe domine dans les économies primitives.

(2) Selon le principe de **redistribution**, les biens sont produits et alloués en vertu de normes établissant la modalité des prestations de travail et l'entité des ressources devant être transférées à un leader politique (chef de tribu, seigneur avec appareil bureaucratique) qui les redistribue aux membres de la société selon des règles précises. Ce principe concerne les économies primitives et les sociétés plus évoluées de l'antiquité.

(3) Enfin, l'**échange de marché** est une forme d'intégration de l'économie qui n'apparaît que récemment dans l'histoire de l'humanité et atteint son paroxysme au cours du 19^e siècle. L'échange des biens se fait à travers le commerce régulé par la libre rencontre entre offre et demande. La production des biens et services et la distribution des revenus dépendent de marchés régulés par des prix. Dans les économies antiques, on trouve des formes de commerce avec des prix fixés par le marché à côté d'échanges de don ou d'échanges administrés. Mais ce n'est que lorsque ce mécanisme se diffuse à large échelle dans la sphère de la production et de la distribution des revenus qu'on peut parler d'échange de marché comme forme d'intégration de l'économie. Ces formes d'intégration ne sont pas des stades de développement. Plusieurs formes se combinent dans un système économique où l'une domine. Ainsi les autres formes sont réapparues simultanément à l'échange de marché, surtout avec la crise de ce modèle. Polanyi identifie aussi des conditions institutionnelles spécifiques au capitalisme :

(1) la propriété privée des moyens de production (capital, terre, travail) ;

(2) le travail salarié ;

(3) la commercialisation de tous les facteurs productifs.

Pour lui, les motivations utilitaristes de l'action économique ne sont pas le fait de propensions psychologiques naturelles mais résultent d'institutions particulières qui définissent l'échange de marché. Il qualifie de « **tromperie économiciste** » la manière dont l'économie classique et néo-classique, à partir de l'étude du système économique fondé sur l'échange de marché, tend à généraliser abusivement ses modèles d'analyse en universalisant les motivations utilitaristes et les lois du **marché autorégulé**.

3.7.2 La grande transformation (1944)

« *La civilisation du 19^e siècle s'est effondrée. Ce livre traite des origines politiques et économiques de cet évènement, ainsi que de la grande transformation qu'il a provoqué* ». Cet ouvrage magistral traite de la **Grande transformation** des sociétés occidentales dans les années 1930, conduisant au dépassement du capitalisme libéral. La Grande transformation, c'est la réduction de l'espace du marché comme forme d'intégration économique, l'Etat assumant à nouveau un rôle important dans la régulation de l'économie et de la société. Polanyi analyse les origines historiques et les conditions sociales du marché autorégulé de la fin du 19^e - début du 20^e siècle, jusqu'à la crise de 1929. L'invention de machines complexes et coûteuses, permettant d'abaisser les coûts de production, est l'un des facteurs ayant contribué à l'affirmation du marché comme forme d'intégration. Ces machines ne dégagent du profit que s'il est possible d'écouler le plus grand nombre de biens qu'elles permettent de fabriquer de manière régulière. Elles doivent être alimentées de manière stable en matières

premières et travail. Il est donc important que tous les facteurs productifs soient présents sur le marché pour que puisse se déployer le calcul économique. L'entrepreneur capitaliste apparaît à partir de la figure sociale du marchand qui investit son capital dans les nouvelles machines, invente la fabrique moderne qui emploie du travail salarié (Polanyi et Weber). Ce passage n'est possible que s'il existe des marchés pour vendre les marchandises, d'une part, et des marchés pour se procurer les matières premières et le travail, d'autre part. « *Au motif de subsistance doit se substituer celui du gain* ». L'idée nouvelle de Polanyi est de montrer que si l'existence de marchés dans le commerce des biens a des origines anciennes, les marchés pour la terre et le travail ne se forment pas 'spontanément' sous l'effet de l'augmentation graduelle de la propension naturelle à l'échange, comme l'ont affirmé Smith et les classiques. Il montre que l'analogie entre marchés des biens d'une part, et marché de la terre et du travail de l'autre est trompeuse. Autant les premiers existent depuis très longtemps et dans la plupart des sociétés humaines, autant les seconds ont été mis en place de manière artificielle et brutale. Ils sont la conséquence d'interventions politiques, de mesures administratives et de formes de violence privée (comme le mouvement des *enclosures* en Grande Bretagne) entre les 15^e et 19^e siècles. Ce processus a conduit à l'élimination du contrôle féodal de la terre, la sécularisation des propriétés de l'Eglise, la reconnaissance juridique du commerce des droits de propriété et l'élimination des restrictions juridiques limitant la part de la production commercialisable.

3.7.3 Les marchandises fictives

En Angleterre, malgré le développement précoce des marchés de la terre et de la monnaie, le travail est longtemps resté soumis à restrictions. Les lois sur les pauvres (*poor laws*) restreignent la mobilité du travail. Mais après leur abolition, les conditions de vie sont si précaires que les autorités doivent mettre en place dans l'urgence un dispositif, les *Speenhamland laws* (1795), garantissant un revenu minimum aux pauvres, indépendamment des ressources (lorsque le salaire est inférieur à un barème prenant en compte la charge familiale). La conséquence de l'application de ces lois est une baisse des salaires et une croissance des allocations, une préférence des subventions au travail, une dégradation des conditions de vie et la détérioration des finances publiques. En 1834, sous la pression des entrepreneurs et de la classe moyenne, ces allocations sont abolies. C'est le début du marché concurrentiel. Travail, terre et monnaie sont désormais transformés en marchandises, en biens produits dans le but d'être vendus sur marché. Pour Polanyi, ce ne sont pas des marchandises comme les autres mais des **marchandises fictives**. Le travail est lié à la vie humaine, la terre à la nature non produite par l'homme, la monnaie symbolise le pouvoir d'acquisition (Aristote). Les traiter comme des marchandises comme les autres entraîne des conséquences destructrices pour la société. Le processus de formation du marché du travail s'accompagne de la destruction des formes de protection traditionnelles. Des individus, des familles, sont arrachés à leur contexte social, contraints de se déplacer pour rechercher du travail, leurs conditions de vie dépendent désormais des seules fluctuations du marché. Le marché du travail crée la misère moderne, inconnue des sociétés traditionnelles où la subsistance était garantie par des institutions sociales et politiques qui incorporaient et régulaient l'économie. Cela ne peut qu'entraîner des réactions d'autodéfense de la société : « *la société humaine aurait été anéantie si les contre-mesures protectrices apaisant l'action de ce mécanisme autodestructeur n'avaient existé* ». C'est ainsi qu'il explique les *Speenhamland Laws*. Polanyi décèle un **double mouvement** dans la dernière décennie du 19^e siècle : « *d'un côté les marchés s'étendaient sur toute la superficie du globe (...), de l'autre, un réseau de dispositions et de mesures politiques s'intégraient dans des institutions puissantes destinées à contrôler l'action du marché relatif au travail, à la terre, à la monnaie* » : ce sont le mouvement

ouvrier, le syndicalisme, le socialisme, les protectionnismes agricole et monétaire (institution des banques centrales, centralisation de l'offre de crédit).

3.8 Mark Granovetter (1943)

La force des liens faibles (1973). *Action économique et structure sociale: le problème de l'encastrement* (1985); *Approches sociologiques et économiques du marché du travail* (1988). Dans *La force des liens faibles* (1973), Granovetter étudie l'intrication entre **réseaux sociaux** et marché. Sur la base d'une enquête sur le marché du travail aux Etats-Unis, dans une des économies de marché les plus avancées, il montre comment la recherche de travail s'appuie sur des contacts personnels. Pour trouver un job, il est moins important d'être inséré dans un **réseau** que d'avoir accès, par des **liens faibles**, à plusieurs réseaux. Les liens faibles jettent un **pont** entre les réseaux. En mettant en évidence le rôle des réseaux, Granovetter remet en cause le postulat selon lequel le marché résulte de choix rationnels d'individus indépendant. L'**action économique**, dit-il, est une **action sociale** ne se réduisant pas à l'intérêt, elle a d'autres motivations comme la quête de reconnaissance, de statut, de socialité, de pouvoir. La nouveauté de son approche est qu'il considère que la dimension sociale de l'activité économique n'est pas une entrave à l'expression d'une rationalité maximisatrice. Par ailleurs, contrairement à ce que dit l'hypothèse de l'*homo-oeconomicus*, le comportement d'autrui intervient dans les choix individuels, la prise de décision n'est pas atomisée. Il faut donc prendre en compte les interactions sociales. Dans *Action économique et structure sociale: le problème de l'encastrement* (1985), Granovetter reprend la notion d'encastrement (**embeddedness**) de Polanyi et l'associe à celle de réseaux sociaux. L'action économique est décrite comme encadrée au sein de réseaux de relations personnelles, qui font que les individus sont en contact les uns avec les autres. Pour Polanyi, les institutions économiques sont des **constructions sociales**. Son concept d'embeddedness diffère de celui de Polanyi dans le sens où il n'est pas opposé au marché mais participe au contraire du marché, par l'intermédiaire des réseaux. Sa démarche apparaît non comme une alternative à l'hypothèse économique du marché, mais comme une complexification de l'analyse économique par l'introduction des réseaux. Bourdieu a qualifié la démarche de Granovetter d'**'interactionnisme méthodologique'**. Il lui reproche de ne reconnaître «*que l'effet de l'anticipation consciente et calculée que chaque agent aurait des effets de son action sur les autres agents* » et de «*faire disparaître tous les effets de structure et toutes les relations objectives de pouvoir* ».

Travail à faire pour la séance 8 : Polanyi – Granovetter

Questions sur les documents :

Document 15 : « Le marché auto-régulateur et les marchandises fictives » Karl Polanyi (1944), *La grande transformation*, ch.6.

1. quel rôle Polanyi attribue-t-il aux marchands et à l'industrie dans l'histoire ?
2. Quel est le 'double mouvement' de l'histoire sociale du XXe siècle ?

Document 7 : « Les institutions économiques comme constructions sociales », de Granovetter, extrait de Orléan (1994) *Analyse économique des conventions*.

1. comment Granovetter se positionne-t-il par rapport aux fondateurs de la sociologie ?
2. comment décrit-il sa méthode ?

Références :

Trigilia (2002), *Sociologie économique*, ch.5 (Polanyi)

Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, I.4 (Polanyi).

Steiner (1999, 2005), *La sociologie économique*, chapitre II, III, IV et V.

TABLEAU RECAPITULATIFS DES AUTEURS

Auteurs	années	pays	période	disciplines	Statut-école	Œuvres de sociologie économique	concepts	autres
Emile Durkheim	1858-1917	France	Première SE	sociologie	Fondateur de la sociologie classique positiviste	-de la division du travail social (1893) - les règles de la méthode sociologique (1895)	Fait social	Première chaire de sociologie à la Sorbonne (1902) ; Fondateur de la revue <i>L'année sociologique</i>
Mark Granovetter		USA	Nouvelle SE	sociologie			Embeddedness Réseaux	
Maurice Halwachs		France	Intermédiaire	sociologie	Disciple de Durkheim	-La classe ouvrière et les niveaux de vie (1913)		
Hirschman		USA	intermédiaire	économie				
Marcel Mauss		France	Première SE	Ethnologie		-Essai sur le don	Don	
Karl Marx		Allemagne				-Le Capital		Fondateur du parti communiste et de la première internationale communiste
Vilfredo Pareto		Italie	Première	Economie sociologie	Marginalisme économie néo-classique	-Principes de sociologie	- Homo oeconomicus - Logique, non-logique	A succédé à Walras à la chaire d'économie de Lausanne
Karl Polanyi	1886-1964	Hongrie/ USA	Intermédiaire	Sociologie Anthropologie	Institutionnalisme	-La grande transformation (1944); -Primitive, Archaic and Modern Economies (1968)	-Embeddedness - formes d'intégration de l'économie	A émigré en Allemagne puis aux USA socialiste
Joseph Schumpeter	(1883-1950)	Autriche/ USA	Intermédiaire	Economie Sociologie		-Capitalisme, socialisme et démocratie (1942) - La théorie du développement économique (1912)	- Distinction croissance/développement - destruction créative	Autrichien, a émigré de Vienne à (Harvard, USA 1935) ; libéral
François Simiand		France	Intermédiaire	sociologie	Disciple de Durkheim	-Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie (1932)		
Georg Simmel		Allemagne	Première SE	Sociologie Histoire		-Philosophie de l'argent		
Sombard		Allemagne	Première SE	histoire	Historicisme allemand	-Le bourgeois	capitalisme	
Ferdinand Tönnies		Allemagne	Première SE	Sociologie histoire	A inspiré les fondateurs de la SE	-Société et communauté		A émigré à Londres
Thorstein Veblen	1857-1929	USA	Première SE	Economie histoire	Institutionnalisme positiviste Evolutionnisme	-Théorie de la classe de loisir (1895) ; -L'Allemagne impériale et la révolution (1915) ; -The opportunity of Japan (1934) ; -Theory of Business Enterprise(1904)	Consommation ostentatoire	
Max Weber	1864-1920	Allemagne	Première SE	Sociologie économie		-Economie et société - la bourse (1894) - l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme	Rationalité formelle/ substantive	

IV. Quelques thèmes abordés par la sociologie économique (5 séances)

4.1 L'argent (Séance 9)

4.1.1 Les économistes et l'argent

Les théories et représentations de l'argent diffèrent selon les auteurs, les disciplines, les courants de pensée. Chez les économistes, la tendance qui va dominer notamment avec les classiques et les néo-classiques est celle qui tend à définir la monnaie par rapport à des **fonctions**, comme instrument d'échange, moyen de paiement et d'épargne. Pour Say la monnaie est un '**voile**' qui masque l'**économie réelle**. Cette vision qui oppose économie réelle et **économie monétaire** considère que la monnaie n'a pas d'effet propre sur la réalité de l'économie, qu'elle est **neutre**, et préconise donc d'en faire abstraction pour étudier l'économie réelle. Pour Alfred Marshall, (1885) : « *Dans le monde où nous vivons, l'argent, en tant qu'il représente le pouvoir d'achat général, permet de mesurer les motivations bien mieux que tout autre critère* ». « *Le fait que nous offrons souvent de l'argent à ceux que nous voulons convaincre de faire quelque chose pour nous n'implique pas que la générosité ou le sens du devoir ait disparu, mais simplement que l'argent est l'instrument de mesure le plus efficace des mobiles ordinaires des actes que les hommes accomplissent dans leur vie de tous les jours* ». Pour Schumpeter, le capitalisme « *élève l'unité monétaire à la dignité d'une unité de compte* » « *en un instrument de calcul rationnel des coûts et des profits* ». Ce mode de calcul a donné naissance à un « *type de logique ou de méthode ou de comportement qui poursuit sa carrière de conquérant en subjuguant – en rationalisant les outils et les philosophies de l'homme, ses pratiques médicales, sa vision de l'univers cosmique, sa conception de l'existence, en fait tout ce qui le préoccupe, y compris ses notions d'esthétique et de justice et ses aspirations spirituelles* ».

Deux écoles de pensée en économie vont différer par rapport à cette vision, les mercantilistes qui identifient **argent** et **richesse** et Keynes, qui considère que l'argent peut être recherché pour lui-même et non comme simple instrument (illusion monétaire ; propension à épargner).

Viviana A. **Zelizer**, dans *La signification sociale de l'argent* (1994), montre comment au 18^e siècle de nombreux penseurs considéraient que la **monétisation**¹ de l'économie était compatible avec le maintien d'une vie sociale moralement cohérente. Ils défendaient l'idée d'un marché **agent moralisateur** permettant un '**doux commerce**' (voir sur ce point Albert O. Hirschman, *The Passions and the Interests*, 1977). Les économistes classiques et néo-classiques, dit-elle, ont fait comme si l'argent n'existait qu'au sein d'un monde habité par des individus libres de toute entrave, se comportant toujours comme les participants rationnels des transactions marchandes, ne considérant que le prix et la quantité, toutes les monnaies étant identiques. Elle oppose à cette vision qu'elle qualifie d'**optimiste**', celle '**pessimiste**' de **Marx** et d'une grande part de la sociologie classique qui voient dans l'argent un redoutable agent de **destruction du lien social**. Pour elle, ces deux visions apparemment opposées expriment en réalité un **double mouvement contradictoire** : d'un côté, l'économie monétaire avait dégagé l'individu de la servitude personnelle inhérente aux accords traditionnels en permettant à chacun de choisir librement les termes et les partenaires de l'échange économique auquel il participait ; mais ce mouvement s'accompagnait d'un autre, induit par le **pouvoir de transformation de l'argent**, qui allait répandre ses effets sur l'ensemble de la société. S'inscrivant dans la tradition d'auteurs comme Polanyi, **Orléan** et **Aglietta**, qui ont

¹ Accroissement en proportion de la totalité des biens et services achetés et vendus par l'intermédiaire de la monnaie.

tenté de rendre compte de ce double mouvement contradictoire, Zelizer essaie à son tour de dépasser l'opposition entre ces deux visions.

4.1.2 Marx et le fétichisme de l'argent

Dans ses écrits de jeunesse (*Manuscrits* de 1844), Karl Marx (1818-1883) soutient que par ses **pouvoirs de transformation**, l'argent subvertit la réalité. Il est la « *confusion et la permutation de toutes les qualités naturelles et humaines* ». Il échange, du point de vue de son possesseur, « *toute qualité contre toute autre* ». Moyen d'objectivation ultime, 'dieu' des marchandises, il oblitère tous les liens subjectifs entre les objets et les individus. Il réduit les relations personnelles au '**rappports monétaires**'. Plus tard, dans *Les fondements de la critique de l'économie politique* et *Le Capital* (1867) Marx analyse l'argent comme l'**'équivalent général'**. Sous leur **forme monétaire**, toutes les marchandises semblent égales. Le **fétichisme de l'argent** est la forme la plus aveuglante de toutes les formes de **fétichisme de la marchandise**. La théorie marxienne de l'argent est une théorie de l'**aliénation**. L'argent se transforme en **capital**, qui est un **rappport social**. Le renversement sous l'effet duquel les **relations sociales** entre les êtres humains étaient transmutes en **relations matérielles** entre choses est porté à son comble via l'argent comme pure **valeur d'échange**. Avec l'extension des rapports marchands et monétaires, la **prostitution** devient le modèle du rapport humain. L'argent allait jusqu'à transformer les objets intangibles totalement dépourvus d'utilité (conscience, honneur) en marchandises ordinaires. L'inestimable lui-même se soumettait au règne du prix, « *rien ne résiste à cette alchimie, pas même les os des Saints* ». L'argent, '**niveleur radical**', en homogénéisant toutes les distinctions qualitatives pour en faire une quantité abstraite permettait de poser '**l'égalité de l'inégalité**'.

4.1.3 Les sociologues classiques et l'argent (fin 19^e-début 20^e)

Les sociologues analysent la capacité de l'argent à transformer la société moderne : l'expansion continue du marché pourrait envahir tous les espaces sociaux et dissoudre les liens sociaux. Les effets de l'argent transcendaient le marché. Il était le catalyseur de l'instrumentalisation universelle de la vie sociale. Ce pouvoir si incontestablement révolutionnaire de l'argent venait de sa totale indifférence aux valeurs. Pour Max **Weber**, l'argent est le fer de lance du processus de **rationalisation**. Il est « *l'élément le plus abstrait et 'impersonnel' de l'existence humaine* ». Il est générateur du '**désenchantement**' caractéristique de la vie moderne. Il y a un antagonisme fondamental entre l'économie monétaire rationnelle et les **liens personnels** : « *plus le monde de l'économie capitaliste moderne obéit à ses propres lois immanentes, moins il est accessible à l'éthique religieuse de la fraternité* ». Pour Georg **Simmel** l'argent est le prototype d'une approche instrumentale calculatrice. Dans *Philosophie de l'argent*, il écrit que « *l'absence de coloration de l'argent* » a repeint le monde moderne dans un « *ton uniquement plat et gris* ». La nouvelle logique quantitative détruit les liens personnels et les remplace par des rapports instrumentaux fondés sur le calcul. L'argent a transformé le monde en un problème arithmétique. Il évide le cœur des choses en les privant de leur valeur spécifique et de leur **incomparabilité**. Il est cet '**affreux niveleur**', facteur d'homogénéisation, qui nivelle les liens sociaux. Il « *pervertit l'unicité des valeurs personnelles et sociales en raison de son absence de couleur et de son indifférence* ». On ressent « *avec l'essence de l'argent, quelque chose de l'essence de la prostitution* », et « *de tous les rapports interhumains, l'amour vénal est le cas le plus marqué d'un avilissement réciproque au rang de simple moyen* ». « *L'insensibilité de l'argent se reflète dans la culture sociale qu'il détermine* ». C'est en lui que « *le moyen trouve sa réalité la plus pure* ». La réduction de la qualité à la quantité « *atteint avec l'argent sa manifestation*

extrême et, pour la première fois, intégrale ». « *Il n'y a que l'argent pour s'affranchir ainsi de tout le 'comment' et se laisser déterminer uniquement par le 'combien'* ». Sans lui, impossible de convertir toutes les distinctions qualitatives entre un bien et un autre en un « *système de chiffres* » arithmétiquement calculable. L'« *impitoyable objectivité* » de l'argent lui permet d'être le « *véhicule le plus élaboré techniquement* » des échanges économiques modernes. L'essence de l'argent consiste dans « *son absolue fonctionnalité, cette identité intérieure qui permet de remplacer une pièce par n'importe quelle autre d'après des considérations de quantité (...) intermédiaire neutre, tout à fait approprié à la rationalité et l'impersonnalité du marché, avec pour vocation d'exprimer en soi, par une pure abstraction – par son pur quantum - les relations économiques entre les choses [...] sans que lui-même entre dans ces relations* ». Les restrictions non économiques de l'usage de l'argent ne sont que des atavismes résiduels, et les représentations inhibantes de l'argent, par exemple le sentiment qu'à un certain argent 'le sang colle' ou est attachée une malédiction « *sont des sentimentalités que l'indifférence grandissante de l'argent (c'est-à-dire à mesure qu'il devient de plus en plus argent pur) va dépouiller de toute leur signification* ». En ne devenant que de l'argent pur, la monnaie avait pu conférer une liberté irrécusable et remplir des fonctions illimitées. François **Simiand** (1873-1935), dans *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie* et *La monnaie, réalité sociale* (1934), développe à son tour une vision négative de l'argent. Wesley C. **Mitchell**, dans *The Role of Money in Economic Theory*, (USA, 1916) nuance cette approche : si dans le monde des affaires, l'emploi de l'argent avait fonctionné comme un grand vecteur de rationalisation, cela ne s'appliquait pas à la comptabilité domestique, considérée comme 'rétrograde', car « *les valeurs familiales déformaient la rationalité et l'efficacité du marché en y introduisant des évaluations subjectives impossibles à mesurer* ».

4.1.4 Polanyi : l'argent marchandise fictive

nous avons vu comment Polanyi considérait la monnaie, tout comme la terre et le travail, comme une **marchandise fictive**. Au chapitre 6 de *La grande transformation* (1944), il montre comment le remplacement du **marché régulé** par des **marchés autorégulés** constitua à la fin du 18e siècle une transformation complète de la structure de la société. Le concept de **marchandise** (*commodity*) permet au mécanisme de marché de s'enclencher sur les divers éléments de la vie industrielle. Le travail, la terre et l'argent sont des éléments essentiels de l'industrie, ils doivent eux aussi être organisés en marchés. Mais travail, terre et monnaie ne sont pas des marchandises. « *La monnaie réelle est simplement un signe de pouvoir d'achat qui, en règle générale, n'est pas le moins du monde produit, mais est une création du mécanisme de la Banque ou de la Finance d'Etat* ». « *Aucun de ces éléments –travail, terre, monnaie- n'est produit pour la vente; lorsqu'on les décrit comme des marchandises, c'est entièrement fictif* ». C'est pourtant « *à l'aide de cette fiction que s'organisent dans la réalité les marchés du travail, de la terre, et de la monnaie* ». « *Une foi aveugle dans le progrès spontané s'était emparée des esprits, et les plus éclairés parmi eux hâtèrent avec le fanatisme des sectaires un changement social sans limite et sans règles* ». « *La société aurait été anéantie, n'eussent été les contre mouvements protecteurs qui amortirent l'action de ce mécanisme autodestructeur* ». « *L'histoire du 19e siècle fut le résultat d'un double mouvement* ». « *L'extension du système de marché en ce qui concerne les marchandises authentiques s'accompagna de sa réduction quant aux marchandises fictives* ». « *Les marchés se répandirent sur toute la planète* » ; « *Tout un réseau de mesures et de politiques fit naître des institutions puissantes destinées à enrayer l'action du marché touchant le travail, la terre et la monnaie* ».

4.1.5 Viviana A. Zelizer veut dépasser l'opposition entre visions optimiste/pessimiste. Dans *La signification sociale de l'argent* (1994) elle analyse l'influence du modèle utilitaire sur la sociologie contemporaine. Elle critique les sociologues comme Talcott **Parsons** qui considèrent que dès lors qu'il envahit le champ des relations personnelles l'argent infléchit inévitablement ces relations dans le sens de la rationalité instrumentale. Elle étend sa critique à ceux qui, bien qu'ayant reconnu la dimension **symbolique** de l'argent moderne n'ont pas dépassé le schéma utilitaire. Parsons n'a pas exploré la signification symbolique de l'argent en dehors du marché, son importance culturelle et sociale en tant qu'elle ne se réduit pas à son utilité. Plus tard, il a reconnu l'existence d'une sphère, indépendante de la sphère rationnelle du comportement économique, à l'intérieur de laquelle l'argent n'est pas culturellement stérile. Mais cet impact culturel de l'argent n'aurait compté qu'exceptionnellement. Pour ces théoriciens, dit Zelizer, le processus capitaliste a ouvert la voie au caractère utilitariste et à la destruction globale des valeurs spirituelles. Impressionnés par les propriétés **fongibles** et impersonnelles de la monnaie, les théoriciens classiques ont souligné l'importance de sa **rationalité instrumentale** et insisté sur sa capacité illimitée de transformer des produits, des relations et parfois même des émotions, en un équivalent numérique abstrait et objectif. Zelizer remet en cause le postulat que l'argent serait un moyen d'échanges marchands absolument fongible, qualitativement neutre, infiniment divisible et totalement homogène. Elle étudie les utilisations publiques et privées de l'argent aux USA entre 1870-1930. A partir du 19^e siècle, l'Etat américain s'est employé à créer l'argent incolore dont parle Simmel sous la forme d'une devise nationale standardisée. Il existait auparavant une multitude de monnaies. Ce ne fut pas un processus consensuel et cela ne se passa pas sans heurts. La définition de la devise américaine devint l'un des problèmes politiques et sociaux les plus explosifs de la fin du 19^e. Ces controverses sur la forme et la fonction de la monnaie ne s'apaisèrent qu'à la fin du 19^e siècle, avec la promulgation en 1900 du Gold Standard Act faisant du dollar-or l'étalon international. L'égalité de toutes les pièces et monnaies américaines en tant que monnaie légale officiellement est déclarée en 1933. Pourtant la **production privée de monnaies** a continué. Même si l'Etat Fédéral réussit à imposer un degré notable de standardisation et de monopole sous la forme physique de la monnaie légale, d'innombrables distinctions monétaires, qu'elle nomme formes de '**marquage monétaire**', sont créées par les citoyens américains. Entre les années 1870-1930, les Américains ont inventé des méthodes de marquage complexes et détaillées au moment précis où un système marchand étendu à l'ensemble de la nation se consolidait aux Etats-Unis, où le capitalisme industriel fleurissait, où le consumérisme était en pleine expansion et où les gouvernements s'efforçaient de mettre en place une monnaie légale centralisée et uniforme. C'est une période d'extension sans précédent des rapports monétaires. Pourtant, au lieu du phénomène de neutralisation de la monnaie décrit par les théoriciens, avec l'expansion économique et la hausse du revenu par tête postérieures à la guerre de Sécession, ainsi que l'orientation croissante de leur culture et de leur économie vers la consommation, les américains ont eu non seulement les moyens matériels de différencier leurs monnaies, mais y ont été psychologiquement incités. Du 18^e au 20^e siècle, les américains inventèrent des dispositifs monétaires (chèques, magasins à prix unique, virements automatiques, multitude de cartes de crédit...) qui font que l'argent n'est pas vraiment fongible, tous les dollars ne sont pas égaux et interchangeables. Certes, la comptabilité monétaire a favorisé l'essor de marchés économiques aussi rationnels qu'impersonnels, la monétisation de la vie sociale propage l'uniformité, la précision et le calcul, l'économie monétaire a favorisé la multiplication des partenaires économiques et approfondi la division rationnelle du travail. Mais pour autant l'argent n'est ni culturellement neutre, ni socialement anonyme. Il peut corrompre des valeurs et transformer des liens sociaux en nombres, mais les valeurs et les liens sociaux le

transmutent en retour en lui donnant une signification et en l'inscrivant dans des schémas sociétaux.

Zelizer parle de '**différenciation sociale de l'argent**' : bien qu'étant le principal outil rationnel du marché économique moderne, l'argent existe aussi à l'extérieur de la sphère du marché et subit largement l'influence des structures culturelles et sociales. Il n'y a pas d'argent unique, uniforme et généralisé, mais des monnaies multiples (voir la composition de la masse monétaire). Les êtres humains marquent les diverses devises en les rapportant à de nombreux types d'**interactions sociales** exactement comme ils créent des **langages** appropriés à tel ou tel contexte social. La définition des fonctions et des attributs de l'argent par les économistes est réductrice. En ne l'appréhendant que comme un phénomène de marché, elle ne rend pas compte de ses traits d'intermédiaire social. Certaines monnaies peuvent être indivisibles, non fongibles, non portables, subjectives et donc qualitativement hétérogènes. L'argent n'est donc pas libre de toute entrave, ni tout-puissant ; les structures culturelles et sociales limitent inévitablement le processus de **monétisation** en instaurant des contrôles et des restrictions qui influent profondément sur le flux et la liquidité des monnaies. Les penseurs classiques se focalisèrent tellement sur les **routines** marchandes standardisées qu'ils commirent deux erreurs majeures :

(1) la complexité des processus sociaux sous-jacents à l'invention de la monnaie de marché leur a échappé ;

(2) la création d'une monnaie légale standardisée, homogène et uniforme résulta d'efforts gouvernementaux intenses.

Ils idéalisèrent la monnaie de marché en postulant que son essor était inévitable. Ils négligèrent l'invention de monnaies nouvelles, sous-estimèrent la diversité des devises propre aux sociétés modernes. Plus les formes physiques et le statut de l'argent se standardisèrent, plus l'emploi de la monnaie légale dans un nombre de plus en plus grand d'activités humaines compliqua le processus social de l'utilisation de cette monnaie, en générant des différenciations socioculturelles de plus en plus élaborées. L'argent prend des formes multiples partout, y compris à l'intérieur des marchés concurrentiels. Par exemple l'évolution dans la définition de la masse monétaire, la multiplicité des monnaies et quasi-monnaies qui la composent. On ne saurait rendre compte de l'instrumentalisation et de la rationalisation de la vie moderne sans placer l'argent au centre de la scène. Les théoriciens classiques le tiennent pour principal responsable de la dissolution tragique de l'ancienne cohésion de la vie sociale. Il semble opérer dans un domaine séparé, une zone franche de toute influence ou restriction. En conclusion, Zelizer reconnaît que l'argent diffère réellement des autres biens sociaux, en tant qu'il est plus fongible, très mobile, facilement transférable et incontestablement plus difficile à personnaliser que d'autres objets. Cependant, si la rationalisation de la vie moderne était universelle, elle devrait s'appliquer à l'argent. Au lieu de cela, on observe une différenciation constante des monnaies contemporaines, preuve que le modèle homogénéisé et instrumental de la vie moderne, qu'il soit le fait d'une vision optimiste ou pessimiste, est inopérant.

4.1.6 Aglietta et Orléan, la monnaie et le sacré

Dans *La violence de la monnaie* (1982) Aglietta et Orléan montrent comment, en autonomisant l'économique du politique, l'économie politique au 18^e siècle a frappé la monnaie d'insignifiance. Le paradoxe du **monétarisme** moderne (Friedman) est qu'il affirme l'importance de la monnaie dans un corps de doctrine qui proclame sa neutralité. Pour eux, la compatibilité des intérêts individuels ne peut résulter du seul jeu du marché. Dans des sociétés dominées par le désir d'accaparer et fascinées par l'imitation (ils empruntent la notion de **mimétisme** à l'anthropologue René Girard, *La violence et le sacré*), la cohésion passe par des

modes de **socialisation** spécifique. Ces auteurs, que l'on rattache à la fois à l'école de la régulation et à l'économie des conventions, font une approche historique de la monnaie comme institution. Dans *La monnaie entre violence et confiance* (2002), ils étudient comment la monnaie fait passer tour à tour de la **violence mimétique** (René Girard) à la **confiance institutionnelle**. Comment son histoire depuis les temps les plus reculés est celle de la dissolution/constitution du **lien social**. La monnaie, plus qu'un phénomène économique, est un **fait social total** (Mauss).

Travail à faire pour la séance 9 : L'argent

Questions sur les documents :

Document 16 : « Marchandise et monnaie » (extraits), Karl Marx (1867), *Le capital*, livre 1, section 1.

1. Expliquez la métaphore du 'niveleur radical' dans son contexte.
2. L'argent dans la société 'antique' et dans la société 'moderne'.
3. Quel rôle joue la thésaurisation ?

Document 13 : « La 'Philosophie de l'argent' de Simmel », Carlo Trigilia, (2002), *Sociologie économique*.

1. pour Simmel, en quoi la monnaie-elle une institution ?
2. quels sont selon Simmel les présupposés non économiques de l'argent ?
3. économie monétaire et Etat chez Simmel.

4.2 La consommation (séance 10)

Il y a une grande diversité d'approches sociologiques de la consommation. Nous en citerons seulement quelques-unes.

4.2.1 La critique du modèle utilitariste

Alors que la **société de consommation** se déploie dans le monde capitaliste, en premier lieu aux Etats-Unis avec le **consumérisme**, et que le modèle utilitariste des économistes néo-classiques semble se généraliser, des travaux de sociologues et d'économistes remettent en cause la vision utilitariste de la consommation.

Veblen, dans la *Théorie de la classe de loisir* met en évidence à travers la **consommation ostentatoire**, la signification sociale de ce que l'argent achète, la signification symbolique des biens commerciaux. On appellera **effet Veblen** la consommation qui n'est pas motivée par l'**utilité** mais dont la signification est sociale et symbolique.

L'économiste Albert O. **Hirschman** veut élargir l'analyse économique aux activités non utilitaires. Dans *Bonheur privé, action publique*, (1983) il traite des liens entre activité non utilitaire et **métapréférences**. Il distingue **préférences de premier ordre** et **préférences de second ordre** ou métapréférences : Les premières sont révélées au moment de l'achat de biens et services, les secondes résultent d'un changement de préférence. Hirschman ne réduit pas les individus à de simples automates, mais considère qu'ils sont capables de prendre du recul par rapport à leurs pulsions et donc de changer de préférences. Ce changement n'est pas un simple changement de goût irréflecti, il est autonome et délibéré. Il définit le goût comme une préférence qui ne prête pas à discussion. Les valeurs, contrairement aux goûts, sont

réfléchies. L'opposition entre préférences et métapréférences recoupe celle entre **goûts** et **valeurs**. Hirschman reproche aux économistes de vouloir traiter les valeurs comme de simples goûts, par exemple, en préconisant d'augmenter le coût d'une pratique immorale ou antisociale pour l'enrayer. En expliquant toute modification de comportement par des différences de prix et de revenu, ils négligent un facteur important : le changement de valeur autonome et délibéré. Du point de vue utilitaire, l'**action non utilitaire** tient du mystère et les économistes ne peuvent rien en dire. Smelser et Parsons parlent d'activités 'affectives' ou 'expressives'. Hirschmann propose deux interprétations de ces activités:

- (1) ce sont des activités caractérisées par une certaine (con)fusion entre la recherche et le but
- (2) elles sont liées à la sensation d'appartenir à un groupe, d'être une vraie personne. Les citoyens-consommateurs sont libres, dit-il, de consacrer plus de temps et d'énergie à leurs actions utilitaires au détriment de leurs actions non-utilitaires et inversement.

4.2.2 La critique de la Société de consommation

Dans les années 1960, des critiques radicales de la société de consommation vont annoncer et accompagner la révolte de mai 1968.

Herbert **Marcuse** (1908-1979) dans *L'homme unidimensionnel* (1964), considère la société de consommation comme répondant à de '**faux besoins**', fabriqués notamment par le principe de rendement et la publicité. S'appuyant à la fois sur Marx et sur Freud, il met l'accent sur le caractère répressif du capitalisme. Dans ce système, pense-t-il, la répression du désir par le principe de réalité soumis aux exigences sociales inhérente à toute culture (Freud, *Malaise dans la civilisation*) est allée bien au-delà du nécessaire.

Guy **Debord**, dans *La Société du spectacle* (1967) analyse la forme particulière de l'aliénation de la société de consommation à travers une critique radicale de la marchandise et de sa domination sur la vie. Le concept de '**spectacle**' se réfère à un mode de reproduction de la société basé sur la reproduction de marchandises toujours plus nombreuses et toujours plus semblables dans leur variété. Fondateur de l'Internationale situationniste, il prône une mise en acte de la conscience qu'on a de sa propre vie comme envers d'une illusoire pseudo vie que nous impose la société capitaliste, particulièrement depuis l'après-guerre. Le spectacle est le stade achevé du capitalisme, le pendant de l'organisation de la marchandise. A travers l'idéologie économique, la société contemporaine légitimise l'universalité d'une vision unique de la vie en l'imposant aux sens et à la conscience de tous afin de maintenir la reproduction du pouvoir et de l'aliénation. Le concept de spectacle désigne l'appareil de propagande de l'emprise du capital sur les vies, c'est un « *rapport social entre des personnes médiatisé par des images* », la perte du vivant de la vie. Le spectacle est la religion de la marchandise.

Jean **Baudrillard** (1929-2007), dans *Le système des objets* (1968), et *La société de consommation* (1970) met au centre de son analyse l'objet et sa puissance à séduire (puissance de passer pour, ou de simuler) à travers les notions de '**séduction**', de '**simulation**', d'**hyper-réalité**'. Proche Guy Debord et de sa critique de la société du spectacle, il parle de '**disparition du réel**', auquel se substitue une série de **simulacres** qui ne cessent de s'auto-engendrer. Il soutient l'idée que dans notre société 'globale' où la technologie des communications a créé une prolifération excessive de sens, l'autoréférentiel du sens a créé non pas un 'village global' (McLuhan), mais un monde d'où la signification a été effacée, la société réduite à une masse opaque et le 'réel' ramené aux seuls signes autoréférentiels de son existence. Plus tard, en s'appuyant notamment sur l'anthropologie de Marcel Mauss, il se réfèrera à la logique du système symbolique de l'échange de cadeaux, le **potlatch** (pratique de la destruction somptueuse), pour opposer au monde des cultures symboliques (basées sur l'échange de cadeaux) le monde 'globalisé' basé sur l'échange de biens et de signes, un monde

qui n'a aucune réponse à la logique symbolique. Il interprète les réactions violentes au capitalisme néolibéral comme liées au fait que ce système détruit la dimension symbolique de l'existence sociale.

4.2.3 Sociologie de la consommation et du consumérisme

Les spécialistes de la consommation dans l'Amérique de la fin 19^e-début 20^e étaient tiraillés entre le principe de la liberté de consommation et le problème des consommateurs incompetents, qui ne savaient pas 'bien dépenser', c'est-à-dire dépenser de manière rationnelle.

Pour Hazel **Kyrk**, spécialiste de l'économie de la consommation (1923), le problème de la consommation est d'abord une question de choix ou de sélection entre des valeurs. A travers le consumérisme, 'nouvel évangile de l'épargne', il s'agit d'éduquer les consommateurs. La double injonction auquel était soumis le consommateur était d'épargner pour dépenser et ne dépenser que pour ce qui en valait la peine. A partir des années 1870, on commence à faire des enquêtes sur les budgets familiaux. La méthode de gestion moderne de l'argent était considérée comme propice à l'américanisation des immigrants. Les études budgétaires étaient également moralisatrices, démontrant l'importance morale des choix de consommation (dépenses légitimes/illégitimes).

L'anthropologue Mary **Douglas**, auteur d'une théorie culturelle de la consommation, considère que loin de standardiser les goûts et les pratiques, le consumérisme a enrichi la vie personnelle et sociale. Au modèle utilitariste/**atomiciste** de la consommation selon lequel les biens seraient simplement choisis en raison de leur qualité et de leur prix, les théoriciens de la consommation opposent une autre vision : les marchandises sont des indices d'un monde symbolique changeant auquel appartiennent les groupes sociaux. Les biens que l'on acquiert sont des **marqueurs culturels** d'une position de classe.

Zelizer, dans *La signification sociale de l'argent*, montre que tout bien acquis par un être humain lui permet simultanément et sans relâche de marquer son rang social, d'indiquer d'autres **identités collectives partagées** et de signaler son individualité à autrui. Le marquage des biens de consommation par tel ou tel groupe ethnique ou religieux, par la classe, par le genre et par l'âge fait pendant à la différenciation des monnaies. Il témoigne de l'omniprésence des marquages au moyen desquels les êtres humains donnent un sens à leur vie individuelle et collective en personnalisant de possession et des activités matérielles.

En France, Pierre **Bourdieu** (1930-2002), dans *La distinction. Critique sociale du jugement* (1979) étudie les goûts et styles de vies à travers une théorie des rapports entre le '**capital culturel**' et le capital économique des agents. Il classe les agents sociaux à l'intérieur d'un espace social des positions relatives, conçu comme un **champ de forces**. Cet espace est construit à partir d'une analyse statistique multidimensionnelle selon deux axes :

(1) le volume global de capital qu'un agent possède, tous capitaux confondus (social, culturel, économique) ;

(2) la **distinction** ou capital social.

Dans un champ social spécifique, les agents sont constamment pris entre deux intentions contradictoires : pour être reconnu dans un champ, il faut s'y distinguer, mais s'y distinguer conduit aussi à en être écarté. Il faut donc s'ajuster entre distinction et conformité. Par exemple pour 'avoir du style' il faut suivre la mode tout en s'en détachant par quelques touches personnelles. La lutte pour la distinction transforme des différences très faibles en différences radicales car hiérarchisées.

Travail à faire pour la séance 10 : La consommation

Questions sur les documents :

Document 18 : « L'action logique et économique chez Pareto » (extraits), de Pierre Demeulenaere (2003), *Homo oeconomicus. Enquête sur la constitution d'un paradigme*.

1. quelle est la critique que fait Demeulenaere de la théorie du choix des consommateurs de Pareto ?

2. pourquoi Demeulenaere dit-il qu'il y a contradiction entre la volonté de mesurer les goûts et la théorie de l'ophélimité de Pareto ?

3. comment Pareto passe-t-il d'une indifférence partielle à une courbe d'indifférence ?

Document 6 : « Trois façons simples de compliquer le discours de l'économie politique » (extraits), de Hirschman (1986), *Vers une économie politique élargie*, ch4.

1. préférences et métapréférences

2. montrer en quoi la distinction entre consommation et production s'appuie sur celle entre fin et moyen

Document 14 : « Les aspects pécuniaires du niveau de vie », Veblen (1899), *Théorie de la classe de loisir*, ch.V.

1. relevez dans le texte tous les facteurs déterminant la consommation ou la dépense selon Veblen. Comment Veblen évalue-t-il le niveau de consommation ?

2. la notion de 'norme' de consommation : comment Veblen la définit-il et comment l'utilise-t-il ?

4.3 Le marché, les marchés (séance 11)

4.3.1 Le marché dans la sociologie économique classique

Weber, dans *Economie et société*, soulignait la nécessité d'une sociologie du marché. Nous avons vu comment, par la suite, la Sociologie économique a dû abandonner ce domaine aux économistes, avec cependant quelques illustres exceptions comme Polanyi qui, dans *La grande transformation. Trade and Market in the Early Empires* traite du marché d'un point de vue social et historique : « si l'on permettait au marché de diriger seul le destin des êtres humains et de leur environnement naturel, et même du montant et de leur utilisation de leur pouvoir d'achat, cela se traduirait par la destruction de la société (...). Dépouillés de la couverture protectrice des institutions culturelles, les êtres humains périraient sous les effets de l'exposition sociale ; ils périraient, victimes d'une dislocation brutale, sous les coups du vice, de la perversion, du crime et de la famine. La nature retournerait à l'état sauvage, les paysages et les agglomérations seraient saccagés, les rivières polluées, la sécurité militaire mise en péril et le pouvoir de produire de la nourriture et de matières premières détruit » ("The Economy as Instituted Process"). Il dénonce 'l'**erreur économiciste**' selon laquelle tous les comportements peuvent s'expliquer en termes de marché.

Parsons et Smelser contestent aux économistes le monopole de l'analyse des marchés. Dans *Economy and Society*, « The Institutional Structure of Markets », ils plaident pour une **sociologie des marchés** alternative à la théorie économique néoclassique. Mais, leur reproche Swedberg, ils ne réussissent pas à rompre avec l'idée que les marchés appartiennent au domaine théorique exclusif des économistes. Ils adhèrent à la théorie économique selon laquelle le prix se déduit de courbes d'offre et de demande et formulent tout ce qui est social

en termes d' 'imperfection du marché'. En opposant marché et social, écrit Swedberg, ils admettent l'idée que le marché est extérieur au social. Polanyi, bien qu'il défende l'idée que l'économie doit être insérée dans des normes sociales et culturelles pour que la société puisse fonctionner, n'échappe pas à la critique de Swedberg, qui lui reproche de considérer que dans les sociétés industrielles l'échange est *desembbeded*. Pour Swedberg, le fait que Polanyi préfère écrire sur les sociétés préindustrielles est la preuve de son échec à étudier les formes d'encastrement de l'économie dans le social propres aux sociétés industrielles, ce que fera par la suite Granovetter.

4.3.2 Efficience et légitimité du marché

Pour Swedberg, les économistes et les sociologues diffèrent dans leur représentation du marché : les économistes mettent l'accent sur l'**efficience** dans une vision évolutionniste - et finalement optimiste - d'un développement linéaire du marché ; tandis que les sociologues mettent le primat sur la **légitimité**, dans une vision qui **relativise** les cultures et les institutions. Pour les économistes, le marché s'impose en raison de son efficience (capacité à satisfaire les préférences des individus aux coûts les plus bas) par rapport aux autres modalités d'organisation économique. Avec le temps, les avantages du marché pour les acteurs finissent par donner naissance à des motivations et des institutions congruentes avec le bon fonctionnement du marché qui en renforcent la légitimité (Smith, Marshall). Pour les néoclassiques, un marché pleinement concurrentiel résout les problèmes d'équité : l'efficience amène l'**équité**. Tandis que la sociologie économique met au centre la question de la légitimité du marché : pour s'affirmer comme instrument de régulation de l'économie, le marché doit être socialement accepté. Sombart et Weber, ont mis en évidence la complexité des facteurs culturels et institutionnels qui légitiment, encouragent et soutiennent les rapports de marché (religion, Etat, droit, ville, science moderne). Ils ont montré que le processus de diffusion du marché est plus contrasté dans les régions du monde où la culture et les institutions s'opposent et résistent au marché. Pour Durkheim, « *les rapports de marché requièrent certaines variations de l'environnement social* » qui les légitiment. Cette idée est partagée par Veblen et Polanyi pour qui le processus n'est pas toujours pacifique et peut comporter l'usage de la force (*enclosures*) et du pouvoir politique. Marx a décrit ce processus dans le cas de l'Angleterre. La Sociologie économique lie la question de la légitimité du marché à celle de son **équité**. Elle considère que les avantages du marché ne sont pas répartis équitablement entre les groupes sociaux. Or le marché, une fois qu'il s'est affirmé en tant que mécanisme de régulation, tend progressivement à réduire l'espace des autres institutions dans la sphère de la production (famille, communauté locale, corporations, Etat). Jusqu'à quel point le marché peut-il se libérer des réglementations sociales et politiques sans que son fonctionnement ne soit lui-même compromis ? Cette question préoccupe également des économistes, mais les deux disciplines l'abordent différemment. Le modèle économique néoclassique de base suppose des individus bien informés, moralement fiables, capables de calculer rationnellement la meilleure façon de satisfaire leurs préférences, un contexte de règles où tous les biens et facteurs productifs sont commercialisables et où vendeurs et acquéreurs sont nombreux. Dans ce cadre, les liens familiaux et de parenté, l'intervention de l'Etat et des syndicats, sont considérées comme des facteurs potentiels de distorsion de l'allocation rationnelle des ressources, donc de l'efficience, pouvant altérer la rémunération du travail par rapport à sa productivité marginale (contribution de chaque travailleur à la valeur d'ensemble du produit) et faire augmenter le prix au détriment du consommateur. On considère que plus la liberté des individus à l'égard des conditionnements sociaux est grande, plus le fonctionnement du marché est efficace et assure la richesse sociale. Le marché doit

donc être le lieu de la **séparation** entre les individus, qui ne doivent pas être influencés par des facteurs extra économiques. Deux critiques principales sont apportées à ce modèle :

- l'une porte sur l'**irréalisme** de ses **hypothèse**, le fait que, dans la réalité, les individus ne sont pas bien informés, ne sont pas capables de calcul rationnel et sont plus ou moins fiables selon la morale (Swedberg) ;

- l'autre concerne son caractère normatif et le fait que, dans son application, il participe à la **dissolution du lien social** et à la diffusion de l'individualisme.

Concernant la première critique, il faut reconnaître que le modèle a été passablement élargi et qu'une grande partie de la théorie néo-classique traite de situations de concurrence imparfaite, d'incertitude, d'incomplétude des contrats, d'asymétrie de l'information, de segmentation des marchés, etc. Par ces développements, l'économie néo-classique s'est d'ailleurs rapprochée de la sociologie économique et un dialogue existe désormais entre les deux disciplines sur ces sujets. Certains courants en économie (**économie du bien être, théorie des choix sociaux**), des économistes comme K. Arrow, A. Sen (sur la **justice redistributive**), se sont souciés notamment de trouver une solution aux problèmes d'équité que le marché ne résout pas et qui peuvent compromettre la liberté de choix individuel.

Mais les économistes qui veulent donner un fondement normatif à l'intervention publique ou volontaire (associative) doivent la justifier par son efficacité, comme forme d'organisation optimale d'un point de vue économique.

La Sociologie ne se préoccupe pas d'efficacité économique. Dans son approche du marché, elle s'intéresse aux formes d'**interaction** et de **coopération** régies par des facteurs qui ne sont pas strictement économiques : règles sociales instituant la réciprocité et la solidarité, règles politiques instituant l'intervention de l'Etat ou d'autres institutions dans la redistribution, etc. Si la première Sociologie économique prenait souvent pour point de comparaison les sociétés préindustrielles pour les opposer aux sociétés industrielles, dans lesquelles les transformations liées à l'industrialisation étaient abordées en termes de destruction du lien social, la nouvelle sociologie économique s'attache à décrire et analyser les formes de lien social dans des sociétés où les échanges sont déjà pleinement concurrentiels (encastrement du marché dans le social, reconstruction du lien social, réseaux). De manière empirique et comparative, elle regarde comment, dans des contextes historiques et institutionnels différents, les **inégalités** influent sur le développement économique et elle évalue dans chaque cas les conditions de fonctionnement du marché.

L'idée de '**variété des capitalismes**', que l'on peut faire remonter à Weber, ouvre le champ des possibles. Pour Weber en effet, il n'existe ni une voie meilleure, ni une voie unique vers le capitalisme. Il compare les sociétés occidentales et 'orientales' et, au sein des sociétés occidentales, il distingue celles comme les Etats Unis et la Grande Bretagne où le marché est légitimé par la culture et les institutions (qui lui reconnaissent une plus grande autonomie) de celles où la culture et les institutions exercent un contrôle sur le marché et limitent son autonomie (France, Allemagne, Italie). Dans les premières, les **inégalités** sociales générées par le marché sont compensées par la **mobilité** sociale et territoriale. Chez certains sociologues (Caillé, Swedberg), la critique radicale du modèle économique, accusé, du fait de son caractère normatif, de participer à la dissolution du lien social et à la diffusion de l'individualisme, mène au rejet global de la théorie néo-classique et de son individualisme méthodologique (MAUSS).

4.3.3 Opposition marché/politique (ou marché/Etat, marché/plan)

Ce débat qui a lieu dans les années 1960 est lié au contexte politico-économique de l'après-guerre : l'expérience nouvelle des pays socialistes à **planification centralisée**, les politiques économiques keynésiennes et la **planification indicative** dans les pays capitalistes. Dans un

contexte idéologique où deux systèmes, le capitalisme et le socialisme, s'affrontent et où les questions économiques sont sur-idéologisées, Charles E. Lindblom, dans *The Rediscovery of the Market*, 1966; *Politics and Markets: the World's Political Economic System* (1977), essaie de revenir à une conception plus 'neutre'. Pour lui, système économiques et marché sont des 'instruments politico-économiques'. Le marché n'est pas synonyme de capitalisme, c'est le moyen d'indiquer aux producteurs les biens et les quantités qu'ils doivent produire. Il peut aussi bien exister dans les sociétés socialistes que capitalistes (exemple du socialisme de marché en Yougoslavie). Hirschman, dans *Exit, Voice and Loyalty* (1966) compare le fonctionnement du marché et celui du politique. Son idée est que le mécontentement et la nécessité d'améliorer une situation s'expriment différemment dans les deux domaines. Dans le premier on cesse d'acheter un produit et on quitte le marché (abandon, *exit*). Dans le second, on reste et on exprime son mécontentement (*voice*). Dans *Les passions et les intérêts, justification politique du capitalisme avant son apogée* (1980), il analyse les interprétations antagonistes de la société de marché. Dans « Rival interpretations of Market Society : civilizing, destructible or feeble ? », *Journal of Economic Literature*, 20, 1982, il met en garde contre les interprétations simplistes du capitalisme. Il énumère, depuis la naissance du capitalisme, au moins quatre interprétations radicalement différentes de la société de marché, énoncées chaque fois avec le même dogmatisme, et préconise de prendre en compte la complexité dans l'analyse de la notion de marché.

4.3.4 La sociologie des marchés

Au milieu des années 70 émerge un nouveau courant visant à une «Théorie sociologique générale des marchés». Le 'retour' du libéralisme économique, d'abord aux Etats-Unis (Reagan) et en Grande Bretagne (Thatcher) avec la réduction des fonds d'aide sociale, puis en Europe avec la fin des 30 glorieuses, repose la question du rôle des syndicats ouvriers pour compenser les effets négatifs du marché. Le libéralisme progresse aussi dans le tiers monde, quand, avec la crise de l'endettement, les stratégies de développement menées par les Etats sont discréditées et remplacés par des objectifs de stabilisation financière et d'ajustement structurel. Sous des formes différentes liées à leur histoire et leurs institutions, ces pays vivent le processus brutal de mise en place du marché du travail, de la terre et de la monnaie décrit par Polanyi. C'est aussi le cas dans les pays de l'Est où les économies socialistes planifiées, impuissantes à se réformer sont, après la chute du mur de Berlin, submergées par une vague libérale. Le capitalisme libéral semble n'avoir plus aucune alternative. Dans les pays de l'OCDE, l'Etat Providence est accusé d'avoir eu des effets négatifs sur la croissance et la productivité.

Ces difficultés économiques ont amené les sociologues politiques à s'intéresser au marché, ou plutôt aux **marchés**, qu'ils analysent comme des structures sociales concrètes. Harrison C.White, *Production Markets and induced role structures* (1981) tente d'explication du fonctionnement des marchés en termes exclusivement sociologiques. Il veut « *insérer la théorie néoclassique de la firme dans une conception sociologique des marchés* ». Pour lui, « *l'objectif principal de la sociologie ne doit pas être de compléter la théorie économique, considérée comme cadre théorique de base, par une conception plus riche des individus et de la culture* ». Il définit un marché comme « *une structure dans laquelle des entreprises jouent chacune des rôles différenciés et sont liées les unes aux autres par un équilibre, $W(y)$, d'observations en interaction. Chaque producteur observe les objectifs que se fixent les autres producteurs, en termes de quantités produites et de revenus, la concrétisation ou non de ces observations détermine le maintien du marché ou sa disparition* ».

La perspective sociologique permet de passer du niveau individuel au niveau structurel, de relier les décisions individuelles prises par les chefs d'entreprises au fait que les marchés

possèdent des structures distinctes, stables, du simple fait que les hommes d'affaires se comportent comme s'il en possédait une. La conjonction de leurs décisions formera sous certaines conditions particulières une **prophétie auto réalisatrice** : le marché anticipé existe réellement. Harrison C. White se demande d'où viennent les marchés et à quelles conditions peuvent-ils exister. Son approche remet en cause l'idée que le modèle traditionnel (courbes offre/demande) est indispensable. Il a été précédé dans cette voie par l'économiste Edward **Chamberlain** (*Compétition monopolistique*, 1933), qui avait déjà mis l'accent sur la nécessité de remplacer l'hypothèse néoclassique de l'homogénéité des produits sur un marché donné, par une théorie admettant que le bien produit par chaque producteur est spécifique et fait l'objet d'une évaluation différente par les consommateurs (on parlera plus tard de '**différenciation verticale**' et '**horizontale**' des produits). L'idée de Chamberlain avait été reprise par d'autres économistes (Michael Spence, Michael Rothschild, Joseph Stiglitz).

L'analyse sociologique s'étend à différents types de marchés : le marché du travail (Berg, *Sociological Perspectives of Labour Markets*) ; les marchés financiers (Abolafia, Baker, Shapiro) ; le marché de l'assurance (Zelizer) ; le marché du logement (Pierre Bourdieu, *Les structures sociales de l'économie*, 2000).

L'analyse sociologique des marchés financiers mobilise l'analyse de réseaux, la théorie des organisations, la théorie du comportement collectif, la théorie néo-marxiste. Elle critique la théorie néo-classique qui décrit ces marchés comme des prototypes des marchés de concurrence parfaite. Pour Mitchel Abolafia, dans *Crise du marché métal-argent* (1979-80), le marché est un système d'organisations en interaction. Les crises des marchés sont des phénomènes fondamentalement inter-organisationnels. Or le modèle néoclassique, qu'il nomme 'modèle d'efficience', échoue à expliquer les crises. Car pour la théorie néo-classique, « un modèle s'équilibre toujours », il n'existe donc a priori pas de possibilité de crise et si celle-ci se produit, elle ne peut qu'être imputée à des événements exogènes, comme par exemple des 'chocs pétroliers'. Il propose une explication qui intègre les conflits endogènes (luttas de pouvoir entre différents groupes), introduit les investisseurs institutionnels et les acteurs extérieurs au marché et prend en compte le contexte historique. Wayne E. Baker, dans *Analyse sociologique du marché des actions* (1984), définit le marché comme un ensemble de **réseaux**. Acheteurs et vendeurs d'options constituent des réseaux distincts sur les marchés, qui exercent un effet direct sur la détermination du prix. Les **petits réseaux** atténuent la volatilité des prix (contacts étroits entre membres). Pour lui, l'affirmation par la théorie néoclassique que plus le nombre d'acheteurs et de vendeurs est important, plus les marchés fonctionnent de manière efficiente, est fautive. Au contraire, dit-il, plus la taille du marché est grande, plus on peut s'attendre à ce que sa structure soit différenciée.

Richard M. Titmuss, dans *The Gift Relationship : from Human Blood to Social Policy* (1971), pose de manière différente la question de l'efficience, en montrant que pour certains problèmes des sociétés humaines, le marché ne fournit pas la meilleure solution. Par exemple, dit-il, le volontariat et le don sont plus efficaces pour collecter le sang. Dans « Human Value and the Market » (1978), Viviana Zelizer décrit la résistance à l'instauration d'un système d'assurance-vie au 19^e siècle aux USA : « introduire la mort sur le marché constituait une offense pour un système de valeurs qui soutenait le caractère sacré de la vie humaine et son incommensurabilité. C'était un défi lancé à un cadre normatif puissant : la division entre ce qui pouvait être vendu et à ce qui ne pouvait l'être, entre le sacré et le profane ». Citons enfin Susan S. Shapiro (*Wayward Capitalists*, 1984) et Aglietta, Orléan et Servet (France), qui mettent l'accent sur la notion de confiance dans leurs analyses des marchés.

Travail à faire pour la séance 11 : le marché, les marchés

Questions sur les documents :

Document 15 : « Le marché auto-régulateur et les marchandises fictives » Karl Polanyi (1944), *La grande transformation*, ch.6.

1. Comment Polanyi définit-il le marché auto-régulateur ?
2. définition des ‘marchandises fictives’ et marchandises ‘authentiques’

Document 8 : « Economie des conventions » de Gilles L. Bourque, extrait de Laville, Cattani (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*.

1. Quelle est la typologie des marchés chez Favereau ?

Thèmes : auteurs et courants cités dans cette séance

Références bibliographiques :

Jacob, A., Vérin H. (1995), *L'inscription sociale du marché*, Paris, L'Harmattan.

Steiner (1999, 2005), *La sociologie économique*, II, III, IV, V.

Swedberg (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, II.8 (La sociologie des marchés).

4.4 Le travail (Séance 12) : voir documents

Travail à faire pour la séance 12 : le travail

Questions sur les documents :

Document 16 : « Marchandise et monnaie » (extraits), Karl Marx (1867), *Le capital*, livre 1, section 1.

1. relevez dans le texte un exposé de la théorie de la valeur travail de Marx.
2. Quelles sont les critiques de Marx à l'Economie Politique concernant la valeur et le travail ?
3. Relevez dans ce texte ce qui concerne la division du travail

Document 17 : « Speenhamland, 1795 », Polanyi (1944), *La grande transformation*, ch.7.

1. Pourquoi Polanyi appelle-t-il Speenhamland le ‘droit de vivre’ ?
2. Pourquoi dit-il que ce ‘droit de vivre’ était un piège ?
3. Quelles sont les 3 étapes de création du marché du travail en Grande-Bretagne ?

Document 19 : « Approches sociologiques et économiques de l'analyse du marché du travail. Une conception socio structurelle » (extraits), Mark Granovetter (2000), *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*.

1. Selon Granovetter, en quoi les travaux économiques et sociologiques sur le marché du travail diffèrent-ils ?
2. Exposez en détail chacun des 2 principaux résultats de cet article.
3. Pour Granovetter, quel rôle joue la culture dans l'analyse du marché du travail ?

Document 8 : « Economie des conventions » de Gilles L. Bourque, extrait de Laville, Cattani (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*.

1. Les conventions de travail chez Salais-Storper

4.5 L'*homo oeconomicus* et la rationalité économique : synthèse (Séance 13)

Travail à faire pour la séance 13 : l'*homo oeconomicus* et la rationalité économique

Questions sur les documents :

Document 18 : « L'action logique et économique chez Pareto » (extraits), de Pierre Demeulenaere (2003), *Homo oeconomicus. Enquête sur la constitution d'un paradigme*.

1. Actions logiques et actions non logiques chez Pareto (selon Demeulenaere).
2. Intérêts et sentiments chez Pareto (selon Demeulenaere).
3. pour Demeulenaere, la simplification chez Pareto relève-t-elle d'une démarche d'abstraction scientifique ? (justifiez votre réponse)

Document 6 : « Trois façons simples de compliquer le discours de l'économie politique » (extraits), de Hirschman (1986), *Vers une économie politique élargie*, ch4.

1. Quel lien Hirschman fait-il entre maximisation de l'utilité individuelle et action collective ?
2. pour Hirschman, comment peut se résoudre le conflit entre intérêt personnel et moralité publique ?

Document 19 : « Approches sociologiques et économiques de l'analyse du marché du travail. Une conception socio structurelle » (extraits), Mark Granovetter (2000), *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*.

1. Comment Granovetter décrit-il l'individualisme méthodologique de l'économie. Quelle critique en fait-il ?
2. Pourquoi selon Granovetter l'individualisme méthodologique échoue-t-il à rendre compte de l'émergence des institutions ?
3. Quel lien Granovetter fait-il entre motivations non économiques et action rationnelle ?

Fin du cours
Voir documents en annexe

SUJETS D'EXAMEN (années 2006-2007-2008)

Durée 3 heures

L'examen comprend deux parties : des questions de cours notées sur 10 points (1 point par question) ; Un sujet au choix : (1) dissertation ou (2) compréhension et analyse de texte (10 points). Les sujets de deux examens ont été regroupés (examen 1 et 2).

I. QUESTIONS DE COURS (10 points) : Répondez de manière concise à chacune des questions suivantes en prenant bien soin de définir les termes importants de la question et de donner le maximum de précisions telles que noms, dates, etc. (1 point par question +2 questions subsidiaires)

2006 :

1. Quelle fut la position des premiers sociologues vis-à-vis d'Adam Smith et de son œuvre ?
2. Qui a parlé d'un « tournant économiciste » dans la pensée économique ? Que signifie cette expression ?
3. Décrivez les trois périodes par lesquelles est passée la sociologie économique ? Citez 2 auteurs et 2 œuvres pour chaque période.
4. Pourquoi a-t-on appelé la sociologie économique la « science des restes » ?
5. Comparez la notion d'*embeddedness* chez Polanyi et Granovetter.
6. La rationalité chez Max Weber.
7. Quelles sont les différences entre la conception de la division du travail chez Adam Smith et chez Emile Durkheim ?
8. Quelles sont les « marchandises fictives » de Polanyi ? Pourquoi les désigne-t-il ainsi ?
9. Préférences et goût chez Hirschman.
10. Granovetter a parlé de « la force des liens faibles » : que désigne cette expression ?
11. Quel est l'« affreux niveleur » dont parle Georg Simmel ? Pourquoi cette expression ?
12. Efficience et légitimité du marché chez les économistes et les sociologues.

2007 :

1. comment Max Weber définit-il l'activité économique ?
2. Qu'est-ce que l'« effet Veblen » ?
3. Quelles sont les trois obligations dans la théorie du don de Mauss ?
4. Qui était François Simiand ?
5. Qui a parlé de « fait social total » ? Qu'entendait-il par là ?
6. Qu'est-ce que le nominalisme ?
7. Qu'est-ce qui différencie la méthode de l'économie et celle de la sociologie selon Pareto ?
8. Qu'est-ce que la « Querelle des méthodes » ?
9. Le marché du travail chez Granovetter.
10. Qui a le premier parlé d'homo oeconomicus ? Que savez-vous de cet auteur ?
11. Qui a écrit : « tout n'est pas contractuel dans le contrat ». Que voulait-il dire ?
12. qui a inventé le terme « capitalisme » ? Que savez-vous de cet auteur ?

2008 : répondez de manière concise à 12 questions au maximum parmi les 20 suivantes, en prenant bien soin de définir les termes importants de la question et de donner le maximum de précisions telles que noms, dates, etc. (1 point par question +2 questions subsidiaires).

1. Qu'est-ce que l'individualisme méthodologique et le holisme méthodologique ?
2. Décrivez la méthode hypothético-déductive.
3. Quelles sont les périodes du développement de la sociologie économique ?
4. Qu'est-ce que le courant 'Economie et société' ?
5. Qu'est-ce qui caractérise le capitalisme moderne selon Max Weber ?
6. Qu'entendait Pareto par action logique et action non-logique ?
7. Pourquoi Durkheim dit-il que les institutions naissent dans les 'moments d'effervescence' ?
8. L'économie de l'échange-don selon Mauss.
9. Qu'est-ce que l'instinct laborieux au sens de Veblen ?
10. Que veut dire Polanyi par 'la grande transformation' ?
11. Quelles sont les marchandises fictives de Polanyi ? Définition.
12. Granovetter a repris un concept de Polanyi. Lequel ? Définition.
13. Place de la rationalité maximisatrice dans la pensée de Granovetter.
14. Quel est le double mouvement contradictoire induit par l'argent selon Zelizer ?
15. Le fétichisme de l'argent selon Marx.
16. Conception de l'argent chez Simmel.
17. Qu'est-ce que l'effet Veblen ?
18. Différence entre goût et valeur selon Hirschmann.
19. Qui a parlé de 'fait social total' ? Définition.
20. Qu'est-ce que le consumérisme ?

II. SUJET AU CHOIX : (1) *Dissertation* ou (2) *Compréhension et analyse de texte*. (10 points)

(1) DISSERTATION

2006 : Le marché dans la théorie économique (classique et néo-classique) et dans la sociologie économique.

2007 : Commentez cette phrase de Durkheim, à propos de la division du travail chez Adam Smith et John Stuart Mill : « (...) les économistes qui en scrutent les causes et en apprécient les résultats, loin de la condamner et la combattre, en proclament la nécessité. Ils y voient la loi supérieure des sociétés humaines et la condition du progrès » (*De la division du travail social*, 1902). Vous montrerez en particulier en quoi la conception de Durkheim diffère de celle des 'économistes'.

(2) COMPRÉHENSION ET ANALYSE DE TEXTE

2006 : « L'économie politique et la découverte de la société », Carl Polanyi, *La grande transformation*, chapitre 10 (extraits).

« L'économie politique et la découverte de la société »
Carl Polanyi, *La grande transformation*, chapitre 10 (extraits).

L'élément naturaliste des fondements de l'économie orthodoxe est la conséquence des conditions créées en premier lieu par le système de Speenhamland.

Il s'ensuit que ni Ricardo ni Malthus n'ont compris le fonctionnement du système capitaliste. Il a fallu un siècle, après la publication de *La Richesse des Nations*, pour qu'on s'aperçoive clairement que, dans un système de marché, les facteurs de production participent au produit et que, lorsque le produit augmente, leur part absolue est obligée de croître [...]

[...] les fondements de la théorie économique ont été posés pendant la période Speenhamland, qui a donné l'apparence d'une économie de marché à ce qui était en réalité le capitalisme sans marché du travail.

[...] Aucun système unitaire n'aurait pu expliquer les faits, car ils ne faisaient pas partie de quelque système unique, mais étaient en réalité le résultat de l'action simultanée sur le corps social de deux systèmes s'excluant l'un l'autre, à savoir une économie de marché à l'état naissant et une réglementation paternaliste dans la sphère du plus important facteur de production, le travail.

[...] A l'intérieur même du système de Ricardo coexistent les facteurs naturaliste et humaniste qui se disputent la suprématie dans une société économique. La dynamique de cette situation a une puissance écrasante ; il en résulte que le mouvement vers un marché concurrentiel a acquis l'élan irrésistible d'un processus de la Nature. En effet, on croit désormais que le marché auto-régulateur découle des lois inexorables de la Nature et qu'il est une nécessité inéluctable que le marché soit libéré, qu'il soit débarrassé de toute entrave. La création d'un marché du travail est un acte de vivisection pratiqué sur le corps de la société par ceux qui se sont endurcis à la tâche grâce à l'assurance que seule la science peut donner. Les lois sur les pauvres doivent disparaître : c'est une de leurs certitudes. « *Les lois de la gravitation ne sont pas plus certaines que ne l'est la tendance qu'auraient de pareilles lois à changer la richesse et la puissance en misère et en faiblesse [...] jusqu'à ce qu'à la fin toutes les classes fussent en proie à une indigence universelle* », écrit Ricardo*. Il serait véritablement un lâche, moralement, celui qui, sachant cela, ne parviendrait pas à trouver la force de sauver l'humanité d'elle-même par la cruelle opération qui consiste à abolir les secours aux pauvres.

*D. Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1821.

A. Compréhension (4 points)

1. Qu'est-ce que Speenhamland ? (1 point)
2. pourquoi Polanyi dit-il qu'à cette époque l'économie anglaise était un « capitalisme sans marché du travail » ? (1 point)
3. Qu'est-ce que le « marché auto-régulateur » ? (1 point)
4. Pour Polanyi, le marché du travail découle-t-il des « lois inexorables de la Nature » ? Justifiez votre réponse. (1 point)

B. Analyse (6 points)

5. A partir de ce texte et en utilisant le cours, comparez les notions de travail, de marché du travail et de loi économique chez Ricardo et chez Polanyi (6 points)

2007: « Trois façons simples de compliquer le discours de l'économie politique », A. Hirschman, *Vers une économie politique élargie*, 1986, chapitre 4 (extraits).

Trois façons simples de compliquer le discours de l'économie politique
(A. Hirschman, *Vers une économie politique élargie*, 1986, chapitre 4)

L'économie s'est longtemps enorgueillie d'être fondée sur un postulat remarquablement « économique » (en anglais, on dit volontiers *parsimonious*) : le fameux postulat de l'individu isolé, poursuivant ses intérêts, qui choisit librement et rationnellement entre différentes conduites après en avoir calculé les coûts et bénéfices prospectifs. C'est cette parcimonie ou économie qui fait la force et la pureté de l'argumentation économique. De plus, au cours des dernières décennies, un groupe d'économistes s'est employé avec beaucoup de zèle et d'ingéniosité à étendre cette interprétation du monde social à une série de phénomènes de prime abord non économiques : de la criminalité à la famille et de l'action collective au fonctionnement de la démocratie. L'approche économique dite de l'« acteur rationnel », a remporté quelques succès importants, mais son offensive d'envergure a révélé aussi quelques-unes de ses faiblesses intrinsèques. En conséquence, il est devenu possible de formuler une critique – et cela ne manque pas d'ironie – qui va au cœur même de la discipline conquérante. Je soutiendrai que l'« approche économique » tant vantée nous présente un compte rendu trop simpliste de quelques processus économiques aussi fondamentaux que la consommation et la production. (...)

Conclusion : Je m'étais promis de poser la question de savoir si les diverses complications des concepts traditionnels qui ont été proposées avaient une structure commune. La réponse ne fait pas de doute : elles ont toutes une même origine : l'incroyable complexité de la nature humaine que la théorie économique a eu de bonnes raisons de négliger jusqu'à maintenant mais qu'il faut réintroduire petit à petit si l'on veut que les résultats de cette théorie gagnent en réalisme. (...)

Outre qu'il est doté d'aptitudes telles que la communication, la persuasion et l'auto-évaluation, l'homme doit faire face à de nombreuses tensions fondamentales non résolues et peut-être insolubles. Une de ces tensions est celle qui existe entre les actions utilitaires et les actions non-utilitaires. L'économie – et elle avait ses raisons – a entièrement concentré son analyse sur les actions utilitaires. J'ai préconisé ici de tenter une approche plus large, pour deux motifs : 1) elle est loin d'être absolument inaccessible au raisonnement économique ; 2) elle nous aide à comprendre des phénomènes qui nous laissent perplexes, comme l'action collective, et les fluctuations de la productivité du travail.

Enfin, j'ai abordé une autre tension fondamentale que doit affronter l'être humain : le conflit entre le moi et les autres, entre l'intérêt personnel d'une part et, de l'autre, la moralité publique, le service de la communauté, voire le sacrifice de soi, ou, pour parler comme Adam Smith, entre l'« intérêt » et la « bienveillance ». Ici encore, l'économie s'est consacrée à l'étude de l'un des termes de cette antinomie tout en proposant des stratégies simplistes et contradictoires à l'égard de l'autre. J'ai montré comment la contradiction peut se résoudre par une attention plus aiguë à la spécificité du civisme en tant qu'input.

A. Compréhension (4 points)

1. trouvez dans le texte une définition de l'homo oeconomicus. (1 points)
2. Pour Hirschman, en quoi la simplicité de l'analyse économique fait-elle à la fois sa force et sa faiblesse ? (1 points)
3. Quelles sont les « trois façons simples de compliquer le discours de l'économie politique » préconisées par l'auteur ? (1 point)
4. Comment envisage-t-il de résoudre le conflit entre l'intérêt personnel et la moralité publique ? (1 point)

B. Analyse (6 points)

5. Hirschman propose d'élargir l'analyse économique aux actions non-utilitaires. Dans quelle mesure sa démarche sur ce point converge-t-elle ou au contraire diverge-t-elle de celles d'autres auteurs de la sociologie économique comme Max Weber et Pareto par exemple ? (6 points)

2008 : Répondez aux questions en utilisant le texte ainsi que le cours et les documents. Attention à ne pas vous contenter de recopier le texte. Il s'agit de montrer par vos propres phrases, en faisant un usage modéré des citations, que vous avez compris le texte et que vous pouvez l'analyser.

« Les institutions économiques comme constructions sociales », par Marc Granovetter
Extrait de Orléan (1994), *Analyse économique des conventions*, pp. 79-94.

Dans le cas de l'évolution d'une industrie, comme pour celle des firmes et autres groupements d'affaires, les institutions économiques stables commencent par se développer sur la base de modèles d'activité construits autour de réseaux personnels. Leur structure reflète celle des réseaux en question, et même lorsque ces derniers ne perdurent pas, les institutions conservent un mode d'existence bien à elles, qui limite les formes qu'elles prendront dans l'avenir ; elles se « verrouillent ». Ainsi, les problèmes économiques et la technologie ne produisent pas automatiquement ou inconditionnellement une forme organisationnelle déterminée : ces conditions économiques ne font que *restreindre* le champ des *possibles*. Ensuite, l'action individuelle ou collective, canalisée par les réseaux personnels existants, détermine quelle possibilité sera effectivement choisie. Aussi, même si les conditions économiques et politiques sont identiques, la forme finale peut varier complètement si les structures sociales sont différentes. Lorsque les structures de marché semble « exiger » l'apparition des entreprises, elles peuvent malgré tout ne pas voir le jour si elles ne s'appuient pas sur une structure sociale de groupe ; les groupes « inter-industriels » peuvent ou non naître dans de bonnes conditions économiques, selon la structure des liens de famille les plus importants ; quant aux industries, elles peuvent prendre diverses formes, selon les configurations des réseaux interpersonnels des acteurs dirigeants.

Selon cette thèse, les configurations émergentes sont fortement contingentes. Cela est similaire aux situations de dynamique économique caractérisées par une multiplicité d'équilibres stables. En fait, je crois que les conceptions des constructionnistes sociaux peuvent aider à rendre les modèles économiques dynamiques des institutions plus sophistiqués. Ces modèles sont décevants dans la mesure où il n'y a que peu de façons satisfaisantes de résoudre les indéterminations. Comme dans les cas d'équilibres multiples en sciences physiques, on ne peut comprendre quel état le système a atteint qu'en étudiant son histoire. Mais les contingences qu'implique cette histoire se situent nettement en dehors du champ économique et semblent donc *ad hoc* et non pertinentes pour les économistes ; néanmoins, une approche sociologique permet de les traiter systématiquement.

A. Compréhension (1 point par question)

1. Quel rôle Granovetter attribue-t-il aux réseaux dans le processus d'émergence des institutions économiques ?
2. Pourquoi dit-il que les institutions économiques « se verrouillent » ?
3. Pourquoi dit-il que les conditions économiques et la technologie « ne font que *restreindre* le champ des *possibles* » ?
4. Quelles sont selon l'auteur les limites des modèles économiques ?

B. Analyse (6 points)

Comment l'auteur justifie-t-il l'introduction de l'approche sociologique dans l'étude des systèmes économiques ? Comparez la manière dont Granovetter relie économie et sociologie avec celle d'autres courants de la sociologie économique.

FICHES DE LECTURE

Liste d'ouvrages proposés aux étudiants pour synthèse ou résumé

(Cette liste est ouverte. Certains de ces ouvrages existent en livre de poche)

- 1- Aglietta Michel, André Orléan, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982.
- 2- Aglietta Michel, André Orléan, *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998.
- 3- Arrow J.K. (1974), *Les limites de l'organisation*, Paris, PUF, 1976.
- 4- Baudrillard Jean, *Le système des objets*, Paris, Gallimard, 1968.
- 5- Boltanski Luc et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- 6- Boltanski Luc et Laurent Thevenot, *De la justification : les économies de la grandeur* Paris, PUF, 1987 ; Gallimard 1991.
- 7- Bourdieu Pierre, *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil, 2000.
- 8- Boyer Robert, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, la Découverte, 1986.
- 9- Braudel Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Champs, Flammarion, 1985.
- 10- Braudel Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, 3 tomes, Armand Colin, 1979.
- 11- Caillé Alain, *Dé-penser l'économique : contre le fatalisme*, Paris, La Découverte - MAUSS, 2005.
- 12- Caillé Alain, *Critique de la raison utilitaire*, Paris, La Découverte, 1989.
- 13- Coase Ronald (1988), *L'entreprise, le marché et le droit*, Paris, Editions organisation, 2005.
- 14- Comte Auguste (1830-1842), *Cours de philosophie positive*, Paris, Hermann, 1975.
- 15- Coriat Benjamin, O. Weinstein, *Les nouvelles théories de l'entreprise*, Paris, Livre de poche, 1995.
- 16- Corrieras J.-L., *Les fondements cachés de la théorie économique. La science économique à l'épreuve des sciences sociales*, Paris et Montreal, L'Harmattan, 1998.
- 17- Demeulenaere Pierre, *Homo oeconomicus. Enquête sur la constitution d'un paradigme*, Paris, PUF, 1996.
- 18- Dumont Louis, *Homo Aequalis, genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Gallimard, 1977.
- 19- Durkheim Emile (2^e édition 1902), *De la division du travail social*, Paris, PUF, 1973.
- 20- Eymard Duvernay François, *Economie politique de l'entreprise*, La Découverte, 2004.
- 21- Galbraith John Kenneth, *le nouvel état industriel*, Paris, Gallimard, 1968.
- 22- Gorz André, *Métamorphoses du travail, quête du sens. Critique de la raison économique*, Paris, Ed. Galilée, 1988, 1998.
- 23- Hirschman A.O, *Vers une économie politique élargie*, Paris, Minuit, 1986.
- 24- Hirschman A.O., *Les passions et les intérêts*, PUF, 1980.
- 25- Hobbes, *Léviathan*, 1651, Folio/essais, Gallimard, 2000.
- 26- Ibn Khaldoun (1406), *Le livre des exemples. Muqaddima*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, 2002.
- 27- Lebaron *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Seuil, Paris, 2000.
- 28- Lorino Pierre, *L'économiste et le manager*, Paris, La Découverte, 1989.
- 29- List Friedrich (1857), *Système national d'économie politique*, Paris, Gallimard, 1998.
- 30- Granovetter Mark, *Le marché autrement: les réseaux dans l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer, 2000.

- 31- Mapherson C.B. (1962), *La théorie politique de l'individualisme possessif. De Hobbes à Locke*, Gallimard 2004.
- 32- Marx Karl (1867), *Le capital. Critique de l'économie politique*.
- 33- Marx Karl (1844), *Manuscrits de 1844*.
- 34- Mauss Marcel (1925), « Essai sur le don », dans Mauss *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1980.
- 35- Mill John Stuart (1861), *L'utilitarisme*, Paris, Flammarion, 1988.
- 36- More Thomas (1516), *L'utopie*.
- 37- North Douglas C., *Institutions, Institutionnal Change and Economic Performance. Political Economy of Institutions ans Decisions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- 38- Pareto Wilfredo (1906), *Manuel d'économie Politique*.
- 39- Perroux François, *Economie et société*, Paris, PUF, 1960.
- 40- Polanyi Karl (1944), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983.
- 41- Polanyi Karl, *Trade and Market in the Early Empire*, The Free Press, New York, 1967.
- 42- Salais Robert, *Les mondes de production. Enquête sur l'identité économique de la France*, Paris, Edition de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1993.
- 43- Sen Amartya (1999), *Un nouveau modèle économique. Développement, Justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.
- 44- Simiand François (1873-1935), *Critique sociologique de l'économie*, Paris, PUF, 2006.
- 45- Servet J.-M., *Une économie sans argent*, Seuil, 1999.
- 46- Shumpeter Joseph (1942), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1951.
- 47- Simmel George (1892), *La philosophie de l'argent*, Paris, PUF, 1987.
- 48- Smith Adam (1776), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*.
- 49- Smith, Adam (1759), *La théorie des sentiments moraux*.
- 50- Steiner, Philippe (2004), *L'école durkheimienne et l'économie : sociologie, religion et connaissance* Genève, Droz.
- 51- Steiner, Philippe (1998), *La sociologie de Durkheim*, Paris, La Découverte, collection « Repères ».
- 52- Victor Nee & Richard Swedberg, *The economic sociology of capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 2005
- 53- Wallerstein Immanuel, *Le système du monde du XVème siècle à nos jours*, Paris, 1987.
- 54- Wallerstein Immanuel, *Le capitalisme historique*, Paris, 1990.
- 55- Williamson (1985), *Les institutions économiques du capitalisme*, Paris, Editions d'organisation, 1996.
- 56- Veblen Thorstein, *Les ingénieurs et le système de prix*, Paris, Gordon & Breach, 1971.
- 57- Veblen Thorstein (1899), *La théorie de la classe de loisir*, Paris, 1970.
- 58- Weber Max (1864-1920), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard (2003, 2004).
- 59- Weber Max, *Economie et société. 2, L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Presses Pocket, 2003.
- 60- Weber Max, *Essais sur la théorie de la science*, Presses pocket, 1995.
- 61- Weber Max, *Histoire économique : esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, 1993.
- 62- Zelize Viviana A. (1994), *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil, 2005.

Note : La synthèse ou le résumé peuvent porter sur des parties d'ouvrages.

Liste des documents accompagnant le cours

1. « Sociologie économique » de Benoît Levesque, extrait de Laville, Cattani (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*.
2. « Communauté et société selon Tönnies », de Emile Durkheim (1889).
3. « Les concepts fondamentaux de la Sociologie » (extraits), de Max Weber (1956), *Economie et société*.
4. « François Simiand », extrait de Karl Pribram (1986), *Les Fondements de la pensée économique*.
5. « Champ et méthode » (extraits), introduction de Shumpeter (1954), *Histoire de l'analyse économique*.
6. « Trois façons simples de compliquer le discours de l'économie politique » (extraits), de Hirschman (1986), *Vers une économie politique élargie*, ch4.
7. « Les institutions économiques comme constructions sociales », de Granovetter, extrait de Orléan (1994) *Analyse économique des conventions*.
8. « Economie des conventions » de Gilles L. Bourque, extrait de Laville, Cattani (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*.
9. « Les catégories sociologiques fondamentales de l'économie » (extraits), de Max Weber (1956), *Economie et société*.
10. « Principes généraux », Wilfredo Pareto (1906), *Manuel d'Economie politique*.
11. « Introduction » (extraits), d'Emile Durkheim (1902), *Sur la division du travail social*.
12. « Conclusion » (extraits), de Marcel Mauss (1950), *Essai sur le don*.
13. « La 'Philosophie de l'argent' de Simmel », Carlo Trigilia, (2002), *Sociologie économique*.
14. « Les aspects pécuniaires du niveau de vie », Veblen (1899), *Théorie de la classe de loisir*, ch.V,
15. « Le marché autorégulateur et les marchandises fictives » Karl Polanyi (1944), *La grande transformation*, ch.6.
16. « Marchandise et monnaie » (extraits), Karl Marx (1867), *Le capital*, livre 1, section 1.
17. « Speenhamland, 1795 », Karl Polanyi (1944), *La grande transformation*, ch.7.
18. « L'action logique et économique chez Pareto » (extraits), de Pierre Demeulenaere (2003), *Homo oeconomicus. Enquête sur la constitution d'un paradigme*.
19. « Approches sociologiques et économiques de l'analyse du marché du travail. Une conception socio structurelle » (extraits), Mark Granovetter (2000), *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*.